

L'ÉGALITÉ

«Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales» LÉNINE

**Journal de la Gauche révolutionnaire
courant du Nouveau Parti Anticapitaliste**



Contre la politique de Sarkozy Contre ces pourris de capitalistes Résistance !

Le ministère de l'économie vient enfin de l'admettre, la France va bien être en récession économique d'au moins 2,5%. Le gouvernement admet enfin cette perspective d'une «croissance négative», mais pourquoi si tard alors que depuis des mois ce sont les perspectives que des institutions comme le FMI annoncent pour des pays comme la France ?

Serait-ce parce qu'il y a quelques mois, il fallait annoncer des milliards d'aide aux banques et aux multinationales et ne pas dire que cela n'aurait aucun impact économique ? Si on analyse de manière plus précise les propos du gouvernement, les mesures qu'il a pris, le constat est frappant. C'est une succession de cadeaux aux riches, de plans de plusieurs milliards d'aide aux patrons comme les 3,5 milliards pour le secteur automobile, lequel continue ses licenciements. Le soi-disant plan pour les jeunes ne comporte aucune mesure d'emploi mais une fois de plus des aides aux patrons pour que les jeunes puissent faire... des stages ou de l'apprentissage ! Des aides aux patrons pour surexploiter des jeunes.

Pour les services publics, c'est peut-être encore plus clair : à nouveau un minimum de 36000 emplois publics supprimés l'an prochain, peut-être même 55000. Et à cela, on peut ajouter la casse du service public d'enseignement supérieur, celle de l'hôpital, la multiplication des suppressions d'emploi à La Poste, au fret SNCF...

En même temps, chaque lutte est désormais durement réprimée : recours systématique aux huis-clos pour le moindre piquet de grève, vigiles avec maîtres chiens, poursuites judiciaires contre des grévistes, descentes de CRS y compris sur les Universités à l'appel de présidents plus zélés les uns que les autres à rétablir l'ordre sarkozien.

Sarkozy profite de la crise pour accélérer une politique au service des riches et des patrons

D'un côté la crise économique est réelle. On assiste véritablement à une contraction de l'économie mondiale, la récession (un recul temporaire de la production industrielle) est bien là. La dépression (une chute importante et durable de la production) est possible comme dans les années 30. Dans l'automobile, les équipementiers (Valeo, Faurecia, Visteon...) ont commencé les plans de fermeture dans le monde entier. A Peugeot, Renault... les plans de suppressions d'emploi (pour l'instant des

plans de départ, et le licenciement des intérimaires) n'en sont qu'à leurs débuts et le pire est à venir, notamment quand cesseront les effets de la prime à la casse qui a avant tout accéléré le renouvellement des véhicules. En fait, les effectifs des usines ont déjà été réduits à l'automne. Quand il y a relance de la production du fait de la prime à la casse, c'est en augmentant les cadences déjà infernales des ouvriers.

Si la crise montre l'instabilité profonde du capitalisme, les capitalistes s'en servent pour défendre leurs intérêts. Elle devient même un prétexte pour tout justifier : suppression d'emplois, fermetures de sites... Ce que la crise du capitalisme vient nous rappeler, c'est que les capitalistes (patrons et groupes d'actionnaires) ne défendent que leurs propres intérêts, peu importe les drames pour les familles des travailleurs. Et ces mêmes capitalistes ont pour eux un gouvernement mais également l'ensemble des partis qui acceptent le capitalisme.

Fillon nous assurait au mois d'avril qu'on «sentait un frémissement» qui pouvait faire penser à une «prochaine reprise». Certains médias bourgeois annoncent comme positif qu'au Etats Unis, il

n'y a eu «que» 559 000 suppressions d'emplois au lieu des 600 000 prévus pour le mois d'avril... sans préciser qu'en fait, 50 000 emplois précaires et temporaires ont été créés pour assurer le recensement...

La succession de mensonges, et les mesures en faveur des patrons et des riches ne changeront pas l'aspect fondamental de la situation : par sa crise, le capitalisme montre qu'il n'est pas un système viable et qu'il ne fonctionne que pour une minorité de privilégiés qui s'enrichissent grâce à l'exploitation des travailleurs.

Il y a une urgence à s'organiser et à lutter collectivement pour refuser de payer la crise : des revendications de résistance, défendant l'emploi, les salaires, les services publics pourraient nous unir face aux politiques patronales et gouvernementales.

Et la crise du capitalisme nous montre que ce système n'apporte plus rien de bon à la population du monde, et que s'organiser pour préparer une véritable alternative, le socialisme, est la tâche du moment.



L'égalité mensuel édité par : la Gauche révolutionnaire Directeur de Publication : Alex Rouillard Rédacteur en chef : Yann Venier
Comité de rédaction : Lise de Luca, Virginie Pregny, Jacques Capet, Cassandra Desannau, Alex Lecoq
Conception graphique : Yann Venier
Imprimerie : Rotographie Tirage : 3000 exemplaires
Date de bouclage :
Commission paritaire : 0803 P 10970

Page 2

90^{ème} anniversaire
de la fondation de
la 3^{ème}

Internationale

Page 3

La lutte continue en
Guadeloupe
construisons le NPA

Pages 4-5

Luttes : Edf, la
Poste, Toyota...

Page 8

L'exploitation à
Peugeot

Pages 10 et 11

Halte au massacre
au Sri Lanka !
Afghanistan

**Dossier : Elections européennes,
votons pour le NPA**

M 04125 - 137 - F: 1,50 € - RD



Il y a 90 ans : Fondation de la 3^{ème} Internationale

C'est en Mars 1919 que fut fondée à Moscou la 3^{ème} internationale. De 1919 à 1923, l'histoire des débuts de l'internationale est étroitement liée à celle de la Révolution russe d'Octobre 1917 qui défend alors l'internationalisme prolétarien.

Les premiers pas

La question de la guerre impérialiste est essentielle : la deuxième internationale a failli. Le 4 août 1914, ses dirigeants allemands (sauf Liebknecht) et français votent les crédits de guerre à leur propre bourgeoisie capitaliste au nom de l'union sacrée. Ils envoient ainsi à la boucherie des millions de travailleurs. La 2^{ème} internationale est morte. Les militants socialistes, les organisations ouvrières, fidèles au principe de la lutte des classes, se réunissent en 1915 en Suisse à Zimmerwald. Un manifeste contre la guerre sort, un peu confus, mais le groupe de la gauche de Zimmerwald lui, est plus clair. Il affirme le refus des crédits de guerre, la sortie des ministres des gouvernements bourgeois, l'organisation de manifestations pour démasquer le caractère impérialiste de la guerre ou encore mener et protéger des grèves économiques, mener la guerre civile et non la paix sociale.

En 1916 a lieu la 2^{ème} conférence à Rhiental et la lutte révolutionnaire internationale contre la guerre est une évidence, comme l'est la nécessité de créer une nouvelle internationale.

Des luttes ouvrières se développent : 50000 ouvriers métallurgistes font grève pour défendre Liebknecht arrêté. En France, il y a des grèves dans le textile et dans les banques, ou encore dans une usine d'armement près de Paris. Puis en octobre 1917, c'est la victoire de la révolution prolétarienne en Russie. Elle va ouvrir une période de vague révolutionnaire en Allemagne, en Hongrie, en Italie ou en Grande Bretagne, créant pour certains des comités de grève, des conseils ouvriers, mais aucune n'a réussi. Dès janvier 1918, Lénine et les bolcheviks acquièrent la certitude que la révolution russe est un premier pas et qu'ils ont une double tâche à remplir : étendre la révolution, et unifier et créer un outil international qui défende les intérêts des travailleurs tout en analysant à chaque fois la situation objective et les rapports de force entre les classes.

Les 4 premiers congrès de l'Internationale communiste

Malgré les obstacles posés par les bourgeoisies, 35 délégations participent au congrès de Moscou en mars 1919, congrès de fondation de l'Internationale. Le capitalisme y est analysé. La guerre inter-impérialiste a provoqué le chaos et détruit des millions de vies. Mais elle a aussi provoqué des grèves ouvrières. Seul le prolétariat est capable de renverser le capitalisme. Les travailleurs

allemands, malgré l'assassinat de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht ne sont pas encore battus. Le pays vacille entre révolution et contre révolution. Alors l'internationale communiste affirme la dictature du prolétariat pour créer partout un Etat ouvrier. La démocratie bourgeoise n'est en fait qu'une dictature déguisée de la bourgeoisie. Les conseils ouvriers, les soviets qui seront mis en place n'ont rien à voir avec les parlements bourgeois.

Il faudra si nécessaire passer par la lutte armée pour exproprier les terres et les moyens de production aux mains de la bourgeoisie.



Après le congrès suivirent de nombreuses adhésions à l'internationale : parti socialiste italien, bulgare, suédois.

En juillet 1920 eu lieu le deuxième congrès avec 217 délégués pour 37 pays. Les nouveaux partis n'étaient pas très formés. Les statuts de l'internationale sont votés. Le travail des communistes dans les syndicats est de créer des formations de combat contre le capitalisme et une école du communisme.

Pour ne pas se couper des masses qui affluent dans la nouvelle internationale, certains chefs de la 2^{ème} internationale veulent y adhérer pour ne pas perdre leur influence. La 3^{ème} se construisait alors et il fallait écarter les éléments non communistes donc 21 conditions pour entrer dans la 3^{ème} Internationale furent votées. La propagande et l'agitation devaient avoir un caractère communiste. Ceci amena des scissions dans les partis et dans de nombreuses organisations. Partout les communistes se séparaient des

réformistes comme par exemple en 1920 au Congrès de Tours en France.

En 1920, une crise économique éclate au Japon et en Amérique et touche tous les pays. Des millions de travailleurs sont jetés en dehors des entreprises. Les luttes défensives des travailleurs sont nombreuses mais sans succès. Cela renforce la bourgeoisie.

En 1921, 50 sections participèrent au 3^{ème} congrès en 1921 et examine la nouvelle situation mondiale. La question des tactiques à adopter pour chaque section était à l'ordre du jour, notamment celle du front unique, c'est-à-dire l'union de tous les ouvriers contre le capitalisme et ce dans chaque action, tout en défendant le programme communiste.

Fin novembre 1922 se tient le 4^{ème} congrès, en l'absence de Lénine, malade ; le dernier de la période révolutionnaire de la révolution russe et de la 3^{ème} internationale. Les délégués discutent du programme de l'Internationale et de ses sections, notamment celle de l'Allemagne où la lutte des classes est très forte.

L'année 1923 va être une année importante. Fin 1922, une période d'inflation a commencé qui durera en 1923 : 1 œuf coûte 300 marks le 3 février, le 8 août c'est 3000 marks. C'est la ruine des rentiers, des retraités, les classes moyennes se prolétarisent. La bourgeoisie comme partout ne peut résoudre cette crise et demande l'annulation du paiement des indemnités pour fait de guerre, ce qu'elle n'obtient pas. Il y a des grèves ouvrières qui n'en peuvent plus des privations. Les travailleurs et les membres de l'Internationale pensent qu'enfin la révolution allemande va triompher mais hélas cela ne fut pas le cas.

La Russie soviétique ne fut pas écrasée mais resta la seule révolution prolétarienne. Après la mort de Lénine en 1924, la théorie de Staline du socialisme dans un seul pays fut imposée. L'Internationale communiste suivit ce cours et rompit avec l'internationalisme du jeune état ouvrier. Elle tournait ainsi le dos au socialisme à la possibilité que les travailleurs prennent le pouvoir dans tous les pays en renversant le capitalisme.

Aujourd'hui, certes la situation politique n'est plus la même que dans les années 1920, mais étudier l'histoire de la 3^{ème} Internationale communiste nous permet de voir à quel point il est nécessaire pour les travailleurs, les jeunes, les femmes et les chômeurs de s'organiser dans des partis révolutionnaires de masse, de les construire comme sections d'une Internationale, qui débattent et votent des résolutions qui permettent de réellement combattre quotidiennement le capitalisme et remettre le socialisme à l'ordre du jour, comme l'ont fait les membres de la jeune troisième Internationale.

Marie-José Douet

Ce pour quoi nous nous battons

Le capitalisme mondialisé offre des perspectives peu réjouissantes pour la majorité de la population de la planète. Les guerres deviennent un moyen régulier de contrôler le devenir de millions de personnes. La misère et la précarité s'étendent et avec elles leur cortège de haines entretenues, d'exclusions et de divisions auprès des travailleurs et des jeunes. Le capitalisme fondé sur l'inégalité, la dictature du patronat et des marchés financiers se traduit par un effroyable gâchis humain et écologique.

En France, l'arrivée triomphale au pouvoir de Sarkozy et de Fillon leur permet de parachever le travail de casse des services publics et de rentabilisation commencé par la Gauche Plurielle, Raffarin et Villepin. Tout cela sur fond de guerre sociale contre "les marginaux" et les pauvres !

Ce n'est certainement pas en se tournant à nouveau vers les dirigeants de l'ancienne Gauche plurielle que nous pourrions réellement riposter aux attaques patronales et gouvernementales coordonnées au niveau européen. C'est en s'opposant sans concession au capitalisme, aux licenciements, en cherchant à unifier le combat des jeunes, des chômeurs, des salariés et des retraités que nous avancerons. Cet objectif ne peut être atteint que par la lutte coordonnée de tous et toutes. C'est ainsi que la classe ouvrière a imposé et gagné les congés payés et les retraites... aujourd'hui attaqués.

Pour cela, la Gauche révolutionnaire se bat au quotidien pour informer sur les attaques, mobiliser et contribuer à développer les luttes actuelles locales, nationales et internationales.

Nous défendons

Un emploi décent pour tous : Non aux licenciements, maintien de chaque emploi, réquisition sous le contrôle des travailleurs des entreprises qui licencient, transformation de tous les emplois précaires en emplois stables et statutaires. Non aux lois Aubry et Fillon, pour une vraie réduction du temps de travail : sans flexibilité, sans annualisation, sans gel des salaires ni cadeau au patronat, et avec embauches correspondantes. Retraite, avec revalorisation du montant, à 55 ans et après 37,5 annuités pour tous, chaque départ compensé par une embauche. Aucune radiation, indemnisation de tous les chômeurs. Non à la privatisation du service public de l'emploi (ANPE) Augmentation de tous les salaires et minima

sociaux de 300 euro, le SMIC à 1500 euro, pas de salaire inférieur au SMIC. Contrôle sur l'embauche et les conditions de travail par les travailleurs et leurs organisations syndicales.

Des services publics réellement au service de la population :

Non aux privatisations et aux ouvertures de capital, abrogation de tous les plans de démantèlement des services publics. Nationalisation ou municipalisation sous le contrôle et la direction des travailleurs de tous les services privatisés. Embauche massive de personnel dans tous les services publics. Pour une sécurité sociale gérée par les travailleurs au moyen de comités démocratiquement élus.

Contre le racisme et la répression : Non aux lois sécuritaires, non aux lois Sarkozy et Perben ! Abrogation des lois Pasqua-Debré-Chevènement, régularisation de tous les sans papiers avec carte de 10 ans, fermeture des camps de rétention. Pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés : droit de vote, à l'éducation, à la santé, au travail... Liberté de circulation pour tous, non à l'Europe de Schengen.

Contre l'oppression des femmes : à travail égal, salaire égal, contre les discriminations et le temps partiel imposé, contraception libre et gratuite, avortement libre et gratuit pour toutes, contre toutes les violences faites aux femmes.

Pour la jeunesse : un enseignement gratuit, public et laïque, pour que chacun ait les moyens de faire les études qu'il souhaite. Pour de vrais emplois, pas des stages bidons, dès la sortie des études, et à défaut une allocation égale au SMIC

Pour une écologie qui rompt avec le capitalisme : développement des moyens de transport non polluants, taxation des entreprises qui polluent, gratuité des transports en commun, pour le développement des énergies renouvelables etc.

Contre l'impérialisme : annulation de la dette du Tiers monde, levée du blocus sur Cuba, arrêt de l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan, retrait de toutes les troupes. Contre l'OTAN, l'ONU, le FMI et tous les organismes impérialistes. Pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Contre l'Europe de Maastricht et du traité de Nice, pour

L'Europe des luttes et des travailleurs

Contre ces pseudo-démocraties et leurs affaires politico-financières :

La V^{ème} république avec ses élus au dessus des lois et de tout contrôle par la population, ses institutions antidémocratiques (Sénat, Conseil constitutionnel, présidence de la République...), devra être renversée. Paiement des élus au salaire moyen d'un travailleur, révocabilité des élus. Elections à la proportionnelle.

Pour un nouveau parti des travailleurs :

Pour en finir avec le système capitaliste, les travailleurs et les jeunes doivent s'organiser par eux-mêmes, se doter d'une force politique capable de défendre et de faire gagner les intérêts du plus grand nombre.

Ce combat ne peut se limiter à quelques poignées de militants, il doit s'étendre et permettre de poser les bases de la construction d'un parti qui défendra réellement les travailleurs et les jeunes, où ils pourront s'organiser et trouver leur place dans le combat contre le capitalisme. La Gauche révolutionnaire s'efforce de contribuer à la naissance d'un tel parti en France. Parce que ce combat est mondial, la Gauche Révolutionnaire est membre du Comité pour une Internationale ouvrière présent dans plus de 37 pays sur les 5 continents.

" Pour une société démocratique socialiste "

Pour un gouvernement démocratique par et pour les travailleurs, vers une société garantissant un emploi et un logement décent, la santé, l'éducation, la culture etc. pour tous !

La Gauche révolutionnaire lutte pour un monde débarrassé de la misère et de l'exploitation. Un monde où l'économie sera organisée démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes pour satisfaire les besoins de tous. Pour cela, il faut en finir avec le capitalisme et sa loi du profit. C'est par le socialisme, qui n'est ni celui des social-démocraties d'Europe, ni le Stalinisme de l'URSS, par une révolution qui permettra la nationalisation ou la réquisition sous la direction et le contrôle actif des travailleurs des principaux secteurs de l'économie, la planification démocratique de celle-ci en fonction des besoins de tous, que pourra commencer à se mettre en place cette nouvelle société.

Quel rôle pour le NPA aujourd'hui ?

Le congrès de fondation du NPA en février a lancé ce parti sur un programme anticapitaliste. Mais nous n'en sommes encore qu'aux premiers pas. L'enjeu principal sera de faire de ce parti un véritable outil organisant massivement les travailleurs et leur permettant de lutter contre l'ensemble des attaques menées par Sarkozy et son gouvernement.

Un parti qui se construise par et pour les luttes.

Le NPA est surtout connu dans les milieux militants, à une échelle plus large c'est surtout Olivier Besancenot qui identifie le parti, mais pas une ligne de conduite ni un programme.

Les luttes dans certaines entreprises, dans les universités... ont besoin d'être renforcées et coordonnées. Elles manquent d'un plan de bataille commun qui permette aux différents secteurs de discuter ensemble des suites de leurs mouvements et même de comment les faire converger et gagner... Le NPA doit devenir peu à peu cet outil. Les militants du NPA, en particulier les syndicalistes, doivent pouvoir plus discuter ensemble pour élaborer une vraie stratégie du NPA dans les syndicats qui puisse être reprise par les syndicalistes de base et les travailleurs non syndiqués dans les secteurs où nous intervenons et dans les luttes. Les cortèges dans les manifestations, le soutien systé-

matique des militants du NPA sur les piquets de grève existent dans certaines villes mais doivent se généraliser.

Un parti qui combatte le capitalisme et qui propose une alternative

C'est par ces méthodes que le NPA pourra être utile aux luttes et commencer à organiser les travailleurs et les jeunes. Cependant il doit bien sûr mettre en avant des revendications immédiates de la lutte mais aussi avancer des revendications transitoires ; c'est-à-dire qui permettent de prendre conscience que tout ce qu'on pourra gagner sous le capitalisme ne sera jamais durable à cause du mode de production même du capitalisme, basé sur la propriété privée des moyens de production ; et qu'il faut donc aller vers une organisation démocratique de l'économie et de la société en général par les travailleurs : c'est le socialisme. Par exemple, lorsque l'on discute avec des travailleurs en lutte contre les licenciements il faut défendre la nationalisation des entreprises qui licencient sous le contrôle démocratique des travailleurs comme moyen de réellement empêcher les licenciements. Proposer notre alternative au capitalisme qui est le socialisme ne doit pas rester une perspective abstraite dans les textes fondateurs. On doit s'attacher à le décliner par des revendications et des analyses qui rendent cette perspective concrète pour

les luttes. Et cela peut aussi être fait lors des élections européennes. Les élections sont une tribune pour porter la voix des travailleurs et peuvent être un appui pour les luttes si la campagne s'en donne l'objectif.

Le NPA : un lieu de débat

Les sondages qui témoignent de la popularité du parti, et les attaques des bureaucraties syndicales contre le NPA montrent qu'il y a un gros potentiel pour un parti de lutte pour le socialisme. Pour être un outil utile aux luttes, il est nécessaire que se développent plus les débats au sein du parti. Quelles revendications? Quelles initiatives? Quelle stratégie pour les luttes? Comment amener la question d'une appropriation collective des moyens de production ? Chaque discussion de comités ou de commission doit permettre aux militants de développer le programme et de se l'approprier. Le blocage des directions syndicales et la dérive des partis qui se disent de gauche, empêchent que ne se développent largement les débats pour construire, coordonner les luttes et leur donner une perspective politique. Olivier Besancenot a évoqué, lors des à différentes entreprises en grève, la nécessité d'une journée de grève générale contre les licenciements et suppressions de poste. Bien que les syndicats appellent à une journée de « mobilisation » en mai, on est loin du compte.

Les militants du NPA doivent donc discuter lar-

gement de comment il est possible de mener un campagne militante dans les entreprises et les quartiers pour donner un contenu combatif à cette journée. Dans certains secteurs on pourrait même pousser à ce que ce soit une journée de grève. Les militants du NPA dans l'automobile, à EDF-GDF, dans les hôpitaux, dans les universités... pourraient mener cette campagne de façon très concrète avec leurs collègues et serait un premier pas pour mettre un coup d'arrêt à l'offensive du patronat et du gouvernement. Une telle campagne mettrait vraiment la pression sur les directions des syndicats et on pourrait démontrer l'utilité du NPA comme parti des travailleurs.

La construction d'un parti ne se fait pas de façon linéaire, les travailleurs ont besoin de voir si le NPA ne les décevra pas comme les anciens partis ouvriers. Il faudra encore du temps pour approfondir le programme et renforcer les structures et la construction du parti. Mais la période est cruciale pour que se posent les bases d'un parti de masse des travailleurs. La priorité doit être donnée à des campagnes de construction des luttes, de soutien aux luttes existantes et développement d'un plan de bataille concret pour les travailleurs. Sinon le risque est grand que le NPA ne se développe pas au delà d'un certain cercle militant et manque les opportunités ouvertes par la période.

Mathias Louis et Virginie Prégny

La Guadeloupe est toujours en lutte !

Vu de France, il semblerait que la lutte des travailleurs guadeloupéens est terminée. Mais sur place on peut se rendre compte qu'il n'en est rien. Après 44 jours d'une grève générale exemplaire contre l'exploitation, un accord a été signé entre les syndicats et une partie du patronat. Depuis la signature de l'accord, dit accord Bino (du nom de Jak Bino le syndicaliste tué lors du mouvement), le 26 février la lutte a pris un nouveau tournant. Une multitude de grèves se poursuivent (ou commencent) pour imposer la signature et l'application réelle de l'accord.

Le contenu de l'accord Jak Bino

En effet, une partie du patronat (MEDEF, CGPME, FNSEA...) qui concerne 30000 salariés sur les 80000 salariés du privé, n'a pas signé l'accord. Les syndicats ont donc demandé l'extension de l'accord à toutes les entreprises. Cette extension a été votée mais amputée de 2 paragraphes importants : le préambule qui est une déclaration sur les raisons de l'accord et l'article V qui définit le transfert du financement de l'augmentation de 200 euros aux entreprises d'ici 3 ans. Il se déroule donc une nouvelle bataille entre les travailleurs et le patronat. Le préambule en lui-même n'a rien de révolutionnaire, mais il pointe directement la responsabilité de la situation sociale et économique sur le patronat béké et l'Etat français. Il dénonce le maintien du "modèle de l'économie de plantation", "les situations de monopoles [qui] génèrent des injustices", et prône l'instauration "d'un ordre économique nouveau". Mais dans le même temps, il met les travailleurs et les patrons locaux sur le même plan en tant que victimes des injustices découlant du système économique et nécessitant une revalorisation de leur travail. C'est d'ailleurs pourquoi il a été signé par les patrons des petites entreprises et pas par les grands patrons, principalement békés de la grande distribution, des services ou du secteur agricole.

Des travailleurs déterminés

Les exemples d'entreprises en grève pour imposer l'application de l'accord sont nombreux. A Pointe à Pitre, 23 salariés sur les 28 du magasin Cash Affaires sont en grève pour faire appliquer l'accord dans leur entreprise. L'entreprise appartient à un béké, Frank Koury (dont la mère, présidente de la Chambre de commerce et d'industrie, est, elle aussi, empêtrée dans une grève,

celle des pompiers de l'aéroport de Pointe à Pitre entre autre et qui a été à plusieurs reprises poursuivie pour des abus de bien sociaux, mais jamais condamnée!).

La déléguée du personnel syndiquée à l'UGTG (Union Générale des travailleurs de Guadeloupe), Gylaine Lesueur exprime la colère des employés sur le piquet de grève qu'ils tiennent depuis le 3 avril. "Tous les salariés de l'entreprise sont au SMIC. Cette année 3 collègues sont parties à la retraite en étant toujours au SMIC après 20 ou 30 ans d'ancienneté. Alors cette fois ça passe ou ça casse! Le patron a profité de toutes les lois possibles de défiscalisation et de baisse des cotisations sociales et maintenant il nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour augmenter les salaires. Si c'était vrai l'entreprise aurait déjà fermé." Le patron a en revanche obtenu le soutien de l'Etat puisque le tribunal lui a accordé un plan de sauvegarde, lui permettant de retarder le paiement de ses créanciers. Pendant ce temps là, il refuse de rencontrer les représentants des salariés et laisse la situation se dégrader, en espérant certainement que les travailleurs vont se lasser. Comme le faisait remarquer Mlle Lesueur "Pourtant on ne demande rien d'extraordinaire ! On demande que l'accord Bino soit appliqué et une rediscussion des NAO (Négociations Annuelles Obligatoires). Personne ne peut vivre avec un SMIC aujourd'hui." Malgré l'incertitude et le mépris du patron (qui leur a dit que de toute façon il n'est pas affecté par la situation puisque son père possède 3 entreprises et son frère en a 17 !) les travailleurs ne baissent pas les bras et ne comptent pas s'arrêter avant d'obtenir satisfaction.

Sur un des piquets d'Orange Caraïbe c'est la même détermination et la même colère face à la "pwofitasyon" et au mépris des patrons. La grève est majoritaire sur les 3 sites, en Guadeloupe mais aussi en Martinique et Guyane. Elle a commencé le 3 avril autour de 3 revendications : ouverture de négociations sur les NAO 2008 (exercice 2007), application de l'accord Bino, respect des organisations représentatives des personnels, et embauche de travailleurs guadeloupéens. Le délégué syndical, Olivier Jeanne (Union des travailleurs des telecom-UGTG), donne un exemple du visage que prend la "pwofitasyon" : "Orange profite de toutes les mesures de l'Etat (défiscalisation, baisse des cotisations sociales...) mais ne met en place aucune formation et embauche

principalement des salariés venus de Métropole alors que ses bénéfices sont générés par la société antillaise. Orange Caraïbe sert de tremplin pour les carrières des cadres. En plus des primes, ils bénéficient d'une progression de carrière 4 fois plus rapide. Un technicien venu de Métropole passe manager en 3 ans! alors qu'il lui faudrait 10 ans en France."

Les salariés dénoncent aussi la politique très autoritaire et d'intimidation du patron, Jean Philippe Gay.

"C'est une vraie république bananière : le chef en haut et ses petits colonels qui appliquent à coup de fouet." Fin avril, un autre cap a été franchi avec l'envoi de gros bras d'une société de sécurité privée qui ont débarqué avec leurs chiens non muselés à 2h du matin pour lever le piquet de grève! Loin d'intimider les grévistes cela a renforcé leur détermination. Pour Olivier Jeanne la grève générale a opéré un changement profond dans la société guadeloupéenne. "Avant la grève générale, il y avait une défiance envers les syndicats, mais la retransmission des négociations à la TV au début du mouvement a montré le vrai visage du patronat et de l'Etat ce qui a entraîné une véritable prise de conscience. Nous sommes plus frères. On fonctionne moins individuellement, il y a plus de solidarité. Le fait d'avoir posé les problèmes sur la table est une vraie avancée. Les profitants ne s'arrêtent pas eux, les salariés sont donc déterminés à renforcer la mobilisation. Désormais la Guadeloupe est une île en grève. Il faudra bien qu'ils nous entendent !"

"Le mois de Mai sera un mois de combat" Elie Domota

Il est difficile de tirer des perspectives précises sur la suite des événements



Rassemblement traditionnel de la grève générale à Pointe-à-Pitre où les délégués syndicaux venaient rendre des comptes chaque jour.

tant la situation est complexe. Mais une chose est sûre la lutte continue et "rien ne sera plus comme avant", comme il est écrit sur un T-shirt du LKP. Le bras de fer entre le patronat et les travailleurs va encore se poursuivre.

D'une part, le patronat, soutenu par l'Etat (c'est Willy Angèle, président du MEDEF Guadeloupe, qui a lancé les Etats Généraux en France !) essaie de se venger et prépare sa riposte. C'est la raison des nombreux dépôts de bilan, licenciements de masse (100 par jour en moyenne au mois d'Avril), mise en chômage technique... De plus l'augmentation des salaires ne sera effective qu'en juillet au plus tôt. L'objectif est de porter un coup à la combativité des travailleurs et d'essayer de les casser. Mais ils courent le risque de faire redoubler la colère et de radicaliser encore plus les masses.

Le besoin d'une perspective politique

La poursuite des grèves dans les entreprises, l'entrée dans la lutte de secteurs qui étaient peu mobilisés avant (comme les jeunes travailleurs en contrats aidés) soulignent la profondeur du mouvement. Mais sans perspective politique à opposer au pouvoir patronal avec la complicité de l'Etat, le mouve-

ment pourrait finir par s'essouffler et permettre aux classes dirigeantes d'imposer leur "retour à la normale" par tous les moyens nécessaires. Le LKP a la responsabilité de permettre que se développent les débats autour de la façon dont on peut réellement en finir avec la "pwofitasyon".

La situation actuelle montre qu'on ne peut pas faire confiance au patronat et à l'Etat, ils n'appliquent même pas les accords qu'ils ont signé. C'est la pression des travailleurs en lutte, l'organisation de la classe ouvrière qui ont permis d'obtenir des avancées. Si les patrons continuent de refuser la signature et de licencier ou de fermer les entreprises, ils doivent être expropriés. Ces entreprises doivent être nationalisées sous le contrôle des travailleurs et de la population, pour mettre ne place un production réellement en fonction des besoins des guadeloupéens et pas pour une minorité de profiteurs. Comme le dit bien le célèbre slogan : "la Gwadeloup sé tan nou" (la Guadeloupe est à nous) alors c'est à nous, les travailleurs, paysans pauvres, chômeurs et précaires, jeunes et retraités de décider, contrôler et gérer l'économie et la société.

Virginie Prégny

29 janvier, 19 mars, et ensuite ?

Les 3 millions de travailleurs et de jeunes dans la rue le 19 mars n'ont pas fait reculer le gouvernement et le patronat. Les attaques contre les travailleurs sont toujours de plus en plus violentes. Pour calmer le jeu, le gouvernement a donné quelques miettes à travers un soit disant "plan relance".

Un plan pour les patrons.

Mais ce plan n'est qu'en faveur des grands patrons..

Le contrat de professionnalisation permettra à chaque entreprise de toucher une prime exceptionnelle de 1000 euros, entre juin 2009 et juin 2010, pour chaque jeune embauché en contrat d'apprentissage. Elle s'élève à 1800 euros pour les entreprises de moins de 59 salariés.

Zéro charge pour les entreprises.

L'exonération complète de cotisations sociales pour les patrons signifie agrandir le trou de la Sécu. Le gouvernement peut dire que cela est dû aux nombreuses dépenses dans la santé, au fait que les personnes âgées coûtent trop cher etc .. Nous donnons déjà une journée de travail en travaillant un jour férié sans augmentation de salaire. Le gain de cette journée devait initialement permettre un meilleur accueil des personnes âgées.

Mais cela n'a rien changé en terme de structures pour accueillir les personnes âgées dépendantes. On voit pousser comme des champignons les boîtes de services à la personne, mais elles sont privées. Une fois de plus, l'argent public c'est à dire des milliards d'euros venant de notre poche, va atterrir dans les comptes bancaires des actionnaires. Cet exemple scandaleux n'en est qu'un parmi tant d'autres.

Les mesures du gouvernement ne profitent qu'aux riches et ne sont que des cadeaux empoisonnés pour les travailleurs. On connaît la chanson de l'aide à l'emploi... Les gouvernements successifs la chantent depuis de nombreuses années avec différents titres, mais au fond c'est toujours le même thème.

Le patron veut toujours remplir ses poches. Il emploie de la main d'œuvre pas chère pour toucher les primes de l'Etat mais ne pérennise pas ces emplois. Il est plus avantageux pour le patron de remplacer le salarié par un autre une fois la durée du contrat terminée pour continuer de percevoir les primes.

Sarkozy a aussi avancé l'idée que la mise en pré-retraite ne permettait pas de créer de l'emploi. Mais tout cela c'est parce que derrière il existe des réformes à la retraite et que les fonds des caisses de retraites passeront aussi chez les actionnaires.

Ce n'est pas à nous de payer pour la crise !

Les médias bourgeois, relayent l'idée que la crise va être très dure en 2009 mais qu'une reprise peut avoir lieu en 2010. Ils essaient de nous faire croire que si nous acceptons de nous serrer la ceinture et de faire des sacrifices alors nous pourrions sortir plus rapidement de la crise. Mais tout ceci n'est que mensonge. Le F.M.I. a déclaré que la crise actuelle est une des plus graves crises du système capitaliste et qu'elle va être longue. Le gouvernement au service de la bourgeoisie utilise la crise, crée par le système capitaliste, pour accélérer ses attaques contre les travailleurs.

Le PS n'avance aucune perspective.

Les partis de la gauche traditionnelle ne proposent aucune réponse politique. Le PS parle d'un autre plan de relance sans remettre en question le système capitaliste. Strauss-Kahn, le président du F.M.I., et soi disant socialiste, participe à mettre en place les attaques de la bourgeoisie à une échelle internationale. La secrétaire du PS, Martine Aubry, a salué le G20 alors que c'est l'institution qui représente les capitalistes.

Parfois le PS veut se donner l'apparence d'un parti de lutte qui défend les intérêts des travailleurs. Il le fait quand il participe au collectif national de santé contre la loi Bachelot ou quand il est présent aux manifestations du 1er mai. Mais sur le fond, il n'apporte aucune réponse concrète. Ce vide politique permet au gouvernement de continuer et d'accélérer au maximum ses contre réformes.

Pour une riposte d'ampleur.

Seule une lutte d'ampleur de la classe ouvrière pourrait mettre fin à cette politique mais les directions syndicales refusent de l'organiser. A la suite des manifestations du 1er mai, les directions syndicales proposent de nouvelles journées de mobilisation : une grève interprofessionnelle le 26 mai et des manifestations dans les grandes villes le 13 juin. Ces initiatives sont bien en dessous de ce que font les travailleurs de différents secteurs qui luttent déjà contre les plans de licenciements et les fermetures d'usines. Cela nous montre le refus des directions syndicales d'organiser une véritable riposte contre la politique de Sarkozy. Or seul un tel mouvement permettrait aux travailleurs et aux jeunes d'inverser le rapport de force actuellement en faveur de la bourgeoisie et du patronat. Le potentiel existe pour une telle lutte. La colère augmente, les luttes se radicalisent (séquestrations des PDG). Les dernières journées de grève étaient majoritairement soutenues par la population et beaucoup de travailleurs sont favorables à une lutte sous forme de grève générale comme celle qui a eu lieu en Guadeloupe. Pour cela, il est nécessaire que les travailleurs s'organisent indépendamment des directions syndicales et des partis bourgeois qui acceptent de gérer le capitalisme. Nous devons construire un parti de masse qui sera un véritable outil pour organiser la convergence des luttes et préparer la grève générale qui pourra stopper ce gouvernement et la bourgeoisie qui nous opprime.

Diana Ortega



Dans de nombreuses entreprises (ici EDF), des luttes partent de la "base". En refusant d'aider à la généralisation des luttes, les directions des syndicats aident avant tout Sarkozy et les patrons.

La colère gronde chez les travailleurs !

La journée de grève du 19 mars avait révélé le ras le bol des travailleurs. Le mois d'avril a été marqué par les actions coup de poing montrant qu'un cran dans la colère avait été passé.

Les salariés de Continental ont fait voler papiers et matériel dans une préfecture, les salariés de Caterpillar, de Mollex, de Scapa... ont retenu leurs dirigeants. L'absence de suites à la journée massive de grèves du 19 mars a laissé les travailleurs des entreprises qui luttent contre les licenciements, sans autre arme que des actions plus radicales. La gravité de la crise économique rend plus vive la lutte des classes entre les travailleurs et les capitalistes, qui licencient à tour de bras et utilisent la justice pour faire pression sur des travailleurs. Le gouvernement prend le parti des capitalistes contre ces actions coup de poing, mais redoute une explosion sociale plus forte.

De la colère au rejet du capitalisme

La colère est évidente, mais qu'en est-il du rejet du capitalisme ? Les annonces successives d'indemnités versées aux cadres dirigeants ont fait prendre conscience aux salariés prêts de voir leur vie brisée que les intérêts des capitalistes sont opposés à ceux des travailleurs. En se heurtant au chômage, à la difficulté de joindre les deux bouts et à la précarisation, l'ensemble des travailleurs constate que le capitalisme qu'on nous servait comme l'Eldorado n'amène que la misère. Pourtant l'absence totale de perspective de lutte et de discours combatifs des directions syndicales empêche les salariés de prendre conscience de leur force. Et rejeter le capitalisme, ne veut pas dire comprendre qu'une société basée sur le contrôle de la production pour la satisfaction de tous est possible.

La radicalisation des travailleurs de tous les secteurs est indéniable : les salariés de l'usine Glaxo d'Evreux ont spontanément bloqué le site

pour défendre 704 emplois, des coupures de courant orchestrées par les travailleurs d'EDF ont ciblé des zones économiques. Mais les partis de gauche traditionnels, et les directions syndicales refusent de mettre au centre de la discussion la nécessité de renverser le capitalisme en utilisant la force des travailleurs en grève.

Dans ce cadre les coups de sang de salariés à deux doigts de perdre leur emploi, justifiés et compris par les travailleurs (63% des français disent comprendre les séquestrations) amènent quelques réussites, mais n'entraînent pas un conflit généralisé capable de s'opposer au gouvernement et de faire vraiment face aux licenciements. L'absence de suite syndicales au 19 mars ou de journées massives de grève dans une branche industrielle, comme celle de l'automobile, empêche les luttes des travailleurs de converger et de montrer leur



Grève historique à Toyota suite à la déclaration du patron du site "plutôt crever que de donner un sou de plus aux ouvriers"

force. Au lieu de ça chaque usine occupée se trouve isolée, et ces conflits même très radicaux auront de plus en plus de mal à peser au fil de l'approfondissement de la crise. Un outil permettant aux salariés d'une même branche ou de secteurs professionnels différents de se rencontrer, de s'organiser et de bousculer les dirigeants syndicaux manque. C'est cet outil indispensable aux travailleurs que la Gauche révolutionnaire, au sein du NPA, cherche à construire et à développer.

Luc de Chivré

Caterpillar : résistance ouvrière !

Pour mater la lutte dure des salariés de Caterpillar contre 733 licenciements (blocage d'usine, séquestration), la multinationale a mis la pression sur ses employés. Une vingtaine ont été menacés d'une amende de 200 euros par jour de blocage d'usine, et convoqués à un entretien préalable de licenciement. Logique pour une société qui, après des bénéfices record en 2008, supprime 22500 emplois dans le monde.

Les dirigeants de Caterpillar se sont vite tournés vers le gouvernement secouru par le refus des salariés de se rendre à l'Élysée malgré les promesses de Sarkozy, et qui a fait pression sur les délégués syndicaux pour obtenir un protocole d'accord réduisant les licenciements à 600. Protocole refusé par les salariés dont le noyau dur a empêché la tenue d'une intersyndicale et veut que les ouvriers restent maître du jeu. Malgré encore 60% de grévistes fin avril, les négociations sur le plan social s'annoncent cependant rudes en raison de l'isolement des travailleurs de Caterpillar et faute du développement d'un mouvement national de grève.

Grève-révolte à Edf et Gdf

Depuis plus de 6 semaines dans certaines régions, la grève des agents gaziers et électriciens d'EDF et de GDF-Suez et des filiales continuent. Partie de quelques centres suite à l'annonce d'une augmentation de 180% du revenu du PDG de Gdf et de 25% de celui d'EDF (mais il partait de plus haut, ne vous inquiétez pas), la grève, très souvent animée par les jeunes salariés (qui gagnent moins de 1200 euros), est très combative et se fait sans aucun mot d'ordre national des principaux syndicats de l'énergie.

On a vu souvent localement, les travailleurs imposer à des délégués syndicaux réticents la poursuite de la grève. Les directions des entreprises, nationalement ou régionalement, prétendent ne rien pouvoir négocier mais les directions des fédérations syndicales n'en tirent pas argument pour organiser une mobilisation nationale et notamment une manifestation nationale à Paris qui montrerait toute la force du mouvement.

La peur du gouvernement et de la direction est très grande. On a vu sur le piquet dans la banlieue de Rouen le directeur complètement aux abois, venant, menaçant, disant qu'il n'y avait grève nulle part, et que le mouvement était stérile. A Marquise dans le Nord, des vigiles avec des chiens ont été amenés sur le piquet de grève et des poursuites ont commencé à Caen et ailleurs.

La grève s'étend néanmoins aux centres de production, et elle peut rebondir en juin. La direction a déjà du reculer sur ses projets d'externalisation de la maintenance des sites de production. Une bonne partie des premiers reculs de la direction sont des primes d'environ 500 euros applicables... en 2010 ! Les augmentations de salaires se feront à des taux faibles et par promotion interne, donc favorisant les non grévistes. Dans ce cadre, les salariés, notamment les jeunes, ont plus que raison d'être en colère et de ne pas lâcher.

Total : les capitalistes s'organisent pour leurs profits.

Total n'est pas une entreprise citoyenne ! Quelle découverte ! Ce qui s'y passe est simplement une pure application de la logique capitaliste. Les profits y sont certes colossaux mais l'objectif des capitalistes est de les maintenir au maximum. Comme ailleurs, ils utilisent l'arme de la délocalisation. Une réplique de la Raffinerie de Normandie (Gonfreville l'Orcher, 76) a été construite au Proche-Orient avec une capacité équivalente mais une main-d'œuvre moins coûteuse et quasiment aucune contrainte environnementale (et maintenant, on parle de «surcapacité»). Le numéro du maire du Havre sur les «investissements» (1 milliard annoncé) est absolument ridicule puisqu'il prend en compte les frais de mutation ou de départ des personnels, ou encore les chantiers de démolition !

Mais le combat ne peut se cantonner à l'agglomération du Havre. Les travailleurs ne gagneront rien à une lutte locale et la nécessité d'une coordination se fait sentir avec l'inactivité des directions syndicales nationales.

Comment lutter contre les licenciements ?

Depuis des mois, la liste des plans de licenciements ne cesse de croître. Touchant plus particulièrement le secteur de l'automobile dans une première période (constructeur et équipementier : Renault, PSA, Continental...) elle concerne maintenant l'ensemble des secteurs et des entreprises : Sony (Aquitaine), laboratoire pharmaceutique Glaxo (Eure), Laguirole (Aveyron), FNAC, Conforama...

Résultat, des milliers de travailleurs laissés sur le carreau, avec des familles à nourrir, des loyers à payer, et des vies brisées car il n'y a pas souvent la possibilité de retrouver un emploi. C'est la crise nous dit-on... Oui, mais elle ne frappe pas tout le monde de la même façon... Et pour s'en sortir le mieux possible et sauver leurs profits, les capitalistes n'ont aucun scrupule à la faire payer aux travailleurs, annonçant au passage, les montants indécents de leurs parachutes dorés ou des dividendes distribués aux actionnaires.

Dans de nombreuses entreprises il y a des luttes courageuses, avec parfois des actions de blocage avec piquets de grève, où les travailleurs se mobilisent 24h sur 24 pour réclamer ce qui leur est largement dû. Pour espérer partir avec quelques euros supplémentaires et surtout un peu de dignité, refusant de se voir jetés comme des kleenex alors qu'il ont souvent bossé pendant des années dans leur entreprise. Dans certains cas, après de longue bagarres, il y a eu des victoires. Mais souvent la fermeture du site ou le licenciement ont tout de même lieu.

Quel programme pour lutter contre les licenciements ?

Aujourd'hui, une lutte d'ampleur contre l'ensemble des licenciements est nécessaire. Cette lutte doit regrouper les travailleurs des secteurs concernés ainsi que l'ensemble des travailleurs et des jeunes pour créer un véritable rapport de force et aussi pour préparer la lutte dans d'autres secteurs face à d'autres plans de licenciements qui pourraient suivre. Trop souvent le patronat profite de l'isolement d'une lutte pour arriver à ses fins, tandis que quelques mois plus tard c'est le tour d'une autre entreprise.

Seul un mouvement de masse reconductible pourra permettre de créer un rapport de force suffisant pour faire reculer les patrons et le gouvernement sur la question des licenciements mais aussi sur les autres attaques que mène actuellement le gouvernement. C'est principalement à cela que devrait s'atteler l'ensemble des syndicats.

C'est seulement par la lutte et par la grève que nous y arriverons. Il n'y a aucune illusion à avoir dans la politique menée par un gouvernement capitaliste. Et les exemples ne manquent pas.

Rien à attendre d'un gouvernement pro capitaliste !

Le 4 février 2008 à Gandrange, Sarkozy assurait aux salariés que l'Etat était prêt à prendre en charge tout ou partie des investissements pour pérenniser l'aciérie. Mars 2009, la fermeture du site est officiellement annoncée aux salariés.

En mars 2009, Total qui prévoit, le même mois, 14 milliards d'euros de bénéfices pour 2008, annonce la suppression de 500 emplois. Face au scandale, Wauquiez, secrétaire d'Etat à l'emploi feindra de faire les gros yeux en demandant à l'entreprise d'avoir un comportement exemplaire. Mais ses propos seront vite contredit par Fillon qui ne veut pas faire « partie de ceux qui (...) dénigrent une des plus belles entreprises françaises ».

Suites aux coupes budgétaires annoncées dans la fonction publique, l'Etat est responsable du plus grand nombre de suppressions de postes notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

Non ! Il n'y a rien à attendre d'un gouvernement au service des capitalistes et ce peu importe sa couleur, quelle soit UMP ou Gauche plurielle.

L'Etat est un instrument au service de la classe dominante et sous le capitalisme, c'est la classe des capitalistes. L'Etat va donc toujours servir et préserver les intérêts des patrons et actionnaires et ne va donc pas intervenir pour empêcher les licenciements.

Zéro licenciement ! Expropriation, sous le contrôle des travailleurs, des entreprises qui font des profits et licencient.

C'est pour cela que la revendication « interdiction des licenciements » avancée par le NPA est incomplète car qui, aujourd'hui, pourrait interdire les licenciements ? Peut on penser que sous le capitalisme, un gouvernement pourrait prendre une telle décision, sous la forme d'une loi par exemple ?

Bien évidemment non. Dans l'histoire de la lutte des classe, toutes les avancées pour les travailleurs ont toujours été obtenues grâce aux luttes et aux grève de la classe ouvrière. Seul un Etat ouvrier, au service de la classe ouvrière, constitué sur la base de représentants élus, issus des fédérations de

comités de travailleurs, dans les entreprises, les quartiers... peut être réellement au service des travailleurs et mettre fin aux licenciements. Mais il ne peut se constituer que si l'Etat bourgeois a été renversé et avec lui le système capitaliste sur lequel il se fonde.

Ce ne sera que si les travailleurs gèrent eux même la société, en fonction des besoins de la population et non pas pour faire des profits qu'il n'y aura plus de licenciements.

C'est pour cela que la Gauche révolutionnaire et son internationale, le CIO, mettent en avant les revendications : Zéro licenciement ! Expropriation des entreprises qui font des profits et licencient, sous le contrôle des travailleurs.

Il ne s'agit pas de pinailler sur les mots mais de mettre en avant des revendications claires qui ne laissent aucune illusion sur la nature et le rôle de l'Etat sous le capitalisme et amène l'idée que c'est par la lutte et l'inversion du rapport de force entre la classe ouvrière et la bourgeoisie que l'on pourra les mettre en application.

C'est sur ces bases que nous devons aujourd'hui discuter avec les travailleurs en grève qui se battent pour sauver leur emploi.

Dans plusieurs luttes actuelles, des comités de grève se sont mis en place. Cela témoigne d'une volonté d'une partie des travailleurs de prendre en main leur lutte. Il manque alors une fédération de ces comités qui pourraient prendre des initiatives communes : des actions communes aux travailleurs de Caterpillar, Continental... aurait un impact énorme, encouragerait d'autres secteurs, et renforcerait la lutte contre le patronat. Cela per-



Les salariés de Ceterpillar, en lutte depuis février contre le plan de 733 licenciements

Eric besson, fidèle successeur de Brice Hortefeux

Le Ministère de l'Immigration a récemment changé de titulaire, mais avec l'ex-PS Besson fraîchement rallié à Sarkozy comme avec l'ami de 30 ans Hortefeux, c'est toujours la même sale politique qui s'applique. Il y a toujours des objectifs accrus d'interpellations et d'expulsions à atteindre chaque année avec toutes les « bavures » qu'implique une politique du chiffre. Une des priorités du ministre va être la transposition dans la législation nationale de la « Directive de la Honte » (élaborée à Bruxelles à l'initiative notamment du gouvernement français) pour restreindre les déjà maigres droits des immigrés et allonger, éventuellement jusqu'à 18 mois, le temps de séjour en centre de rétention. Sous prétexte de chasse aux passeurs, on va sanctionner ceux qui apportent leur aide au séjour des étrangers en situation irrégulière. Quant au co-développement, autre attribution du Ministère, cela reste un simple sujet de discours mystificateurs.

Autre provocation, l'ouverture d'une « cité de l'immigration » depuis 2007. Ni Sarkozy ni Hortefeux n'avaient voulu inaugurer la transformation de l'ancien Musée des Colonies de la Porte Dorée Paris 12ème) en Cité de l'Immigration. Besson a essayé le 29 mars, mais il a dû battre en retraite face à l'intervention dans la salle de militants du 9ème Collectif, de RESF et d'intermittents du Spectacle.

Des luttes qui n'ont pas cessé

Heureusement, face à cette politique raciste destinée à diviser les travailleurs et

mettrait aussi de faire se multiplier de manière concrète, basée sur les entreprises, des comités de lutte. Cela permettrait d'avancer la prise du contrôle par les travailleurs des entreprises qui licencient, au moyen de leur nationalisation sous la gestion démocratique des travailleurs, rendant possible la réorganisation de la production si le secteur n'a plus de débouchés. On poserait ainsi concrètement le lien entre la lutte pour la défense des intérêts des travailleurs et la nécessité fondamentale de retirer aux patrons le pouvoir qu'ils ont sur la vie des salariés tant que les entreprises sont leur propriété et qu'elles ne servent qu'à satisfaire leur soif de profits.

Des luttes actuelles à la nécessité d'en finir avec le capitalisme

Ce sont les travailleurs qui font tourner la société et produisent les richesses, pas les patrons. C'est à eux de gérer les entreprises et décider de ce qui doit être produit et des moyens pour le faire. C'est pour une telle société socialiste que nous nous battons. Une société socialiste, où l'économie sera démocratiquement planifiée et où la production sera gérée par les travailleurs eux-mêmes en fonction des besoins de la population ce qui permettra d'en finir avec l'exploitation. Le travail sera réparti et le temps de travail réduit jusqu'à disparition complète du chômage.

Seul un mouvement conscient de l'ensemble des travailleurs, déterminé à prendre le pouvoir et à en finir avec le capitalisme peut renverser ce système et être à l'origine de la mise en place d'une société socialiste. C'est cette perspective que doivent porter les militants révolutionnaires et ce dès aujourd'hui afin que les luttes actuelles, les mouvements sociaux, puissent permettre d'avancer dans ce sens, de redonner confiance aux travailleurs, de leur faire prendre conscience de leur force quand ils sont unis, de leur permette de s'organiser et de décider collectivement des actions à mener et des stratégies pour la lutte.

Lise de Luca

Interview : première grève à Toyota-Onnaing

Le 6 avril 2009 a démarré la première de Toyota Onnaing (près de Valenciennes). Ceci est historique, pour ce groupe farouchement opposé au mouvement syndical. Aujourd'hui terminée, quelques ouvriers nous racontent cette grève exemplaire à la suite de la manifestation du premier mai où ils avaient formé un cortège encore soudé par le mouvement de grève.

Olivier (membre de la CGT et faisant parti des assignés en justice pour entrave à la production) et ses camarades de lutte : Jean-christophe et Ben (membres du comité de grève).

GR : Comment a démarré la grève ?

Olivier : C'est la réflexion du PDG en réunion de managment "plutôt creuver que de donner un sou de plus aux ouvriers" rapporté dans les ateliers. Cette réflexion a été le déclencheur du débrayage. Une quarantaine d'ouvriers syndiqués ou non ont décidé d'arrêter de travailler après la pause déjeuner. Dans la journée plus de 200 ouvriers ont débrayés, le lendemain on avait donné rendez-vous à 4H45 devant l'usine pour une AG.

GR : Comment s'est déroulée la grève ? Quelles étaient les revendications ?

Olivier : la première revendication était le paiement des jours de chômage partiel à 100%. Très rapidement les ouvriers ont ajouté en assemblée générale le paiement des jours de grèves, une prime immédiate de 1000 euros et une augmentation de salaire.

En quelques jours la grève a grossi et il y a eu en permanence plusieurs centaines d'ouvriers au piquet.

Jean-Cristophe : On a été de source sûre (celle de la direction) 607 ouvriers (sur 3000) à participer d'une manière ou d'une autre à la grève. Ce qui est pas mal pour une première grève.

Rapidement, ils nous ont interdit l'accès aux ateliers, ils nous ont démagnotisé nos badges.

Ils restaient bloqués sur leurs positions alors on a décidé un blocage total. Et c'est seulement là où ils ont accepté de discuter. Pendant la grève, il y avait un ralentissement

de la production mais ils s'en fichaient, ils préféraient perdre de l'argent que de céder. Pour eux c'était une question de principe. Même s'ils sont les premiers du secteur automobile, et qu'ils font encore des profits records, ils agissaient pour l'ensemble des patrons. On ne cède pas sinon cela pourrait donner des idées aux autres ouvriers des autres usines. Ils étaient soutenu par le MEDEF probablement pour tenir bon.

GR : D'ailleurs la direction n'hésite pas non plus à s'attaquer au droit de grève en assignant 11 ouvriers en justice pour entrave à la production.

Olivier : oui, j'en fait partie. Ils ont fait venir un huissier pour constater le blocage. Le matin même du jour du procès il est encore venu et a pris 30 noms pour faire pression.

GR : La direction propose donc le paiement des jours de chômage technique et l'étalement des jours de grève, un par mois juste avant le procès. Lors de l'audience on apprend qu'il a été signé par le comité de grève. Quelles sont les réactions ?

Ben (membre du comité de grève) : Elles ont été de deux sortes, moi qui était à la négociation, j'ai vu les camarades qui étaient assignés et ceux qui pouvaient l'être. On avait obtenu le principal, même si c'est avec le concours de l'Etat et que cela ne coûtera pas beaucoup plus à Toyota. Si on continuait on n'était pas sûr d'obtenir satisfaction. On a eu la garantie qu'il n'y aurait pas de poursuites contre les grévistes (ni en justice, ni dans la boîte)

Olivier : J'étais d'abord fâché, pour moi il ne fallait pas lâcher, mais en fait pour obtenir le reste, surtout le paiement des jours de grève, il aurait fallu maintenir la même pression et il y avait une fatigue et moins de grévistes.

Ben : en tous cas, je peux dire qu'aujourd'hui c'est plus pareil dans la boîte, les chefs nous regardent autrement. Aujourd'hui, ils ont réalisés notre force collective et ne sont plus aussi méprisants. Pour beaucoup, c'était leur première grève et cela leur a donné confiance en la lutte collective.



à leur faire accepter exploitation et discrimination, la résistance continue. Si la division entre les différents Collectifs de Sans-Papiers empêche pour le moment de grands mouvements d'ensemble, la lutte se développe sur divers fronts. RESF intervient pour empêcher les expulsions d'élèves ou de parents. En un an, depuis le 15 avril 2008, près de 1500 travailleurs sans-papiers ont obtenu, par la grève, leur régularisation grâce au soutien de la CGT et de diverses autres forces. D'autres travailleurs qui n'avaient pas la possibilité de faire grève sont eux aussi entrés en lutte (Bourse du Travail de Paris, Eglise St-Paul de Nanterre etc) et ont grappillé eux aussi quelques dizaines de cartes de séjour. Et, dans la foulée du succès remporté par le film Welcome, les « aidants » s'organisent pour que la solidarité ne soit pas un délit.

Pour faire échec aux tentatives de division de la classe ouvrière que sont les mesures discriminatoires et répressives qui frappent les travailleurs immigrés, nous devons mettre cette question au premier plan des luttes.

Jacques Capet

Les fêlures apparaissent dans l'Union européenne.

La crise capitaliste mondiale a totalement discrédité les bases libérales sur lesquelles s'est construite l'Union européenne : le marché libre, la privatisation des services publics, les coupes sombres dans les budgets sociaux, la déréglementation du travail, etc.

La prétendue nouvelle phase du capitalisme qui aurait suivi la chute des régimes staliniens, phase d'harmonie, de paix et de collaboration entre les divers pays capitalistes a rapidement pris fin avec les premières réelles difficultés du capitalisme mondialisé. Et l'Union européenne (UE) avec sa monnaie unique, présentée comme le symbole de cette disparition des rivalités nationales sur le «vieux continent» n'échappe finalement pas aux nouvelles tensions qui réapparaissent en période de crise profonde.

Divisés et impuissants

On a donc vu les différents gouvernements mener leur politique de «sauve-qui-peut» seuls, sans concertation, n'ayant en tête que la sauvegarde des intérêts de leur propre économie... de leur propre bourgeoisie. C'est ainsi que la rencontre des quatre chefs d'Etat des quatre principales économies de l'Union européenne (Allemagne, Grande-Bretagne, France et Italie) qui eut lieu au mois d'octobre, après que les bourses mondiales et des sections importantes de la finance américaine se soient effondrées, ne déboucha sur rien par manque d'accord entre eux !

Quelques jours auparavant, ils ne s'étaient pas privé de critiquer l'attitude de leurs homologues grec ou irlandais : par exemple, le gouvernement irlandais avait pris sans concertation des dispositions pour garantir les dépôts dans les banques irlandaises ou dans les banques étrangères sur le sol irlandais, risquant d'affaiblir dans le même temps les banques dans les autres pays.

L'impossibilité des gouvernements capitalistes à se mettre d'accord et leurs attitudes favorisant le «chacun pour soi» montrent à l'évidence l'unité de façade au sein de l'Union européenne et les véritables dissensions. C'est ainsi que le gouvernement allemand s'est toujours opposé à la mise en place d'un «bouclier financier» commun pour venir en aide aux pays de l'Union en difficulté ou pour sauver les systèmes financiers de chaque pays.

Même le FMI critique les rivalités qui ont vu le jour depuis le début de la crise et qui engendrent une quasi-incapacité de l'UE pour intervenir. C'est ainsi que le rapport du FMI du 21 avril 2009 indiquait : «Les responsables politiques ont été surpris plusieurs fois par la virulence de la crise, et ont succombé aux réflexes nationaux». Dans un langage diplomatique, le rapport continue en affirmant que les Européens ont aussi manqué d'un "cadre d'assistance mutuelle" suffisamment fort au sein de l'UE "afin de faciliter une réponse rapide et commune aux difficultés de paiement qui surgissent dans tous les pays de l'UE",

et principalement dans les pays d'Europe de l'Est. Des voix s'élèvent pour pointer du doigt les faiblesses de l'UE. C'est ainsi que le ministre de la diplomatie belge a dit le 20 avril 2009 : «La crise a mis à nu les faiblesses de l'Europe. Nous avions attendu de sa part une réponse énergique et davantage de leadership. Cela ne s'est pas produit. Au contraire, l'Europe bafouille». Remettant en cause la tendance des grandes puissances européennes à prendre des décisions seules pour tout le monde, il préconisait la mise en place d'un véritable directoire au sein de l'UE.

L'Euro et l'UE dans une phase critique

Si la crise perdure et s'accroît (voir article sur le G20), comme il est probable, ce que nous avons connu depuis quelques mois, et en particulier pendant la phase aiguë de la crise (en automne dernier) se reproduira. Dans ce contexte, l'Euro, l'Union monétaire européenne (UME) et même l'UE sont sur la sellette. Des économistes envisagent même dorénavant la possibilité que certains pays, la Grèce par exemple, sortent partiellement ou complètement du cadre européen commun afin de faire face aux difficultés sociales. L'assouplissement des règles fondamentales qui régissent l'Union et l'Euro ne suffira certainement pas pour permettre aux gouvernements de répondre aux revendications des travailleurs qui risquent de naître dans les luttes sociales. On attend un déficit public égal à 13% du PIB en Grande-Bretagne en 2009. En France ce déficit devrait atteindre les 5,6%, en Espagne les 6%, dépassant largement les 3% autorisés par les accords de Maastricht pour préserver la stabilité de l'Euro.

La côte de popularité de l'Euro a pâti de la situation en Europe : fin avril 2008 un euro s'échangeait contre 1,6 dollar environ. Sa valeur aujourd'hui est de 1,33 dollar, perdant près de 20% de sa valeur relative. Les spéculateurs misent plus sur le Dollar que sur l'Euro. La sortie de l'Euro d'un pays risquerait d'avoir des effets catastrophiques (forte dévaluation de l'Euro par rapport aux autres monnaies par la vente massive de cette devise sur le marché) pouvant remettre en cause l'existence même de cette monnaie. Mais le développement intrinsèque de la crise, la détérioration des économies et des monnaies, l'explosion des déficits publics, sapant la sacro-sainte stabilité monétaire, sur lesquelles s'adosse l'Euro, auront peut-être raison de la devise sans qu'il y ait besoin d'envisager une intervention des spéculateurs, pour voir l'affaiblissement de la monnaie ou mieux sa disparition. Il n'est rien à attendre des pays de l'UE qui sont en dehors de la zone euro. Certains ne veulent surtout pas y entrer maintenant, car ils ont compris que l'Euro n'était pas un facteur de stabilité (Danemark, Norvège), ou au contraire se sont les pays de la zone euro qui ne veulent pas les voir entrer pour ne pas accentuer les turbulences de la mon-

naie avec des pays aux économies en grande difficulté ou en perte (Angleterre).

Non à l'Europe des banques et des patrons

En réalité, les intérêts des bourgeoisies nationales, qui orientent les choix politiques des différents gouvernements à leur service, restent divergents et en concurrence. Ce n'est pas parce que le capitalisme s'est mondialisé (les capitaux et les marchandises traversent les frontières sans obstacle et la production et la main d'œuvre se sont internationalisées) que les bases nationales des intérêts des différentes bourgeoisies ont disparu : «l'unité» sociale et économique des classes dominantes se situe toujours au niveau des nations. Et lorsque le capitalisme mondialisé prend l'eau de toute part, chaque bourgeoisie nationale a tendance à se retirer dans son pré carré pour défendre ses propres intérêts, en voulant faire porter le poids de la crise sur ses voisins (et sur la classe ouvrière).

La concurrence entre les intérêts nationaux peut s'accroître au point de faire naître de véritables rivalités ; et à terme des tensions géopolitiques (du type de celles que nous avons connues en Géorgie l'année dernière où les impérialismes américain et russe se sont opposés) peuvent impliquer plus ou moins ouvertement des pays de l'UE. Des guerres entre pays impérialistes ne sont pas impossibles.

Lorsque les choses n'allaient pas trop mal, l'UE était un regroupement de pays capitalistes pour permettre l'accentuation de l'exploitation du salariat en Europe afin d'essayer d'être concurrentiel vis-à-vis d'autres pays comme les USA, le Japon ou les pays d'Asie du Sud-Est ou encore la Chine. Maintenant que les choses vont mal, cette union n'est plus d'aucune utilité... au contraire, ça peut être un fardeau dont les bourgeoisies nationales, les capitalistes et le patronat de chaque pays voudront se débarrasser.

Les capitalistes ne sont pas en mesure de créer une union durable ; leur système s'est construit sur des bases nationales, qui étaient nécessaires à sa naissance et à son développement. Le capitalisme est indissociable de ce «nationalisme» tout comme il est indissociable de la concurrence pour la recherche du profit immédiat maximum.

La classe ouvrière des différents pays de l'UE subit depuis des années les conséquences des politiques libérales qui ont finalement mené à la crise actuelle et son lot de licenciements et de misère. Et malheureusement, elle n'a rien à attendre des banquiers, des patrons et des gouvernements à leur service pour mener l'Europe vers une ère de paix et de sécurité entre les nations. Face à l'Europe capitaliste, nous crions que seuls les travailleurs par leurs luttes solidaires pourront construire une Europe véritablement unie, les Etats-Unis socialistes d'Europe !

Yann Venier

Votez p

Le 7 juin se dérouleront les élections européennes. Elles arrivent à un moment où la col- lère des travailleurs se tourne contre la politique de Sarkozy. Dans le privé, des luttes – parfois ass- uées – pour une augmentation des salaires s- ont développées. Dans le public, des luttes syndicales et face à l'absence compl- ète de la construction d'un parti d- e gauche, les travailleurs exigent un parti d- ant sans compromis les intérêts des travailleurs. C'est la seule alternative possible.

Votez pour le N

En tant que courant Gauche révolutionnaire, nous qu'une campagne combative du- rant les élections européennes. Un bon score pour le NPA en parti- culier représenteront sans doute un encour- agement pour les jeunes qui ne veulent pas payer la cr- ise. Une véritable alternative politique à la politique de Sarkozy. Besancenot et la sympathie pour le NPA montrent qu'un vrai potentiel de lutte existe.

Pour une campagne anticapitaliste,

Dans le contexte actuel de récession, payer aux travailleurs, la nécessité d- e payer aux travailleurs est flagrante. Pour pouvoir mener une campagne électorale c- oncrète, nous devons nous concentrer sur les luttes sociales et politiques. Lors de ces élections, nous devons nous concentrer sur les luttes sociales et politiques. Lors de ces élections, nous devons nous concentrer sur les luttes sociales et politiques. Lors de ces élections, nous devons nous concentrer sur les luttes sociales et politiques.

Nous devons montrer le lien ent- re les luttes sociales et politiques. Nous devons montrer le lien ent- re les luttes sociales et politiques. Nous devons montrer le lien ent- re les luttes sociales et politiques. Nous devons montrer le lien ent- re les luttes sociales et politiques.

Nous devons de plus affirmer que nous sommes une force politique pour eux un instrument poursuivant



Union européenne : l'Europe des capitalistes

Après la destruction de l'Allemagne, cœur économique de l'Europe, et des principaux centres industriels d'Europe, lors de la seconde guerre mondiale, les capitalistes doivent reconstruire et moderniser l'appareil industriel pour que les forces de travail (les ouvriers) puissent produire à nouveau et que les patrons puissent faire à nouveau des profits sur cette production. Les capitalistes européens ont jeté ainsi les bases de l'union européenne d'aujourd'hui. Les populations en Europe aspirent alors à la paix et à l'unité.

Les gouvernements utilisèrent ce sentiment pour avancer vers une unification à tâtons : tentative de créer la Communauté européenne de défense, Communauté européenne du charbon et de l'acier en 51, CEE puis Union européenne. L'unification devait aussi établir un front militaire et idéologique pro-capitaliste en Europe face aux républiques «socialistes» des pays de l'Est de l'Europe et à l'URSS dirigés par des gouvernements staliniens et face aux classes ouvrières de l'Ouest très favorables au socialisme. Avec la chute de l'URSS et la réunification de l'Allemagne, la création de l'Union européenne a été facilitée. Le capitalisme semblait être désormais le seul système possible pour l'humanité. Aujourd'hui, 27 pays font partie de l'Union européenne et 16 ont adopté une monnaie unique, l'euro.

U.E : Un outil pour accélérer les politiques libérales

Dans les années 90, chaque gouvernement capitaliste européen a cherché à préserver un certain nombre de domaines réservés tout en rejoignant l'Union. Ça a été le moyen de faire passer plus facilement les réformes libérales commencées dans les années 80 par Thatcher et Reagan. (Traité de Maastricht, critères de convergences...).

Dans les années 2000, le capitalisme mondialisé, déjà en crise et dominé par les Etats-Unis, impose des restructurations de fond. Les capitalistes d'Europe doivent suivre la marche des Etats-Unis. Ainsi, les gouvernements accélèrent la déréglementation et les privatisations pour tenter de tenir leur rang impérialiste dans le monde et continuer de maintenir les profits des capitalistes d'Europe. Dans le même temps, ils essaient d'étendre leur pré carré en Europe de l'Est. Ils décident «d'ouvrir l'Union» à des pays de l'Est. C'est un moyen

d'accélérer la restauration du capitalisme là-bas. C'est aussi le moyen d'avoir sous la main des travailleurs à bas prix, avec des droits restreints.

Les gouvernements sociaux démocrates de Jospin en France, de Blair au Royaume Uni ou de Schroeder en Allemagne sont à la pointe. Ils attaquent tous azimuts, rentabilisent, privatisent... Jospin au côté de Chirac signe en 2001 les accords de Lisbonne autorisant la libéralisation des transports, de l'énergie, à Bologne c'est la même chose pour l'éducation... Il prépare alors le terrain aux «réformes» de Sarkozy et Fillon contre EDF et GDF, contre la Poste, contre la SNCF et le fret, contre les universités...

Mais en ce moment, l'Union européenne est sérieusement mise à mal car la situation politique, sociale et économique se tend. De fortes dissensions entre pays s'étaient déjà vues au moment de l'invasion de l'Irak. Ça l'est encore plus aujourd'hui avec une profonde récession économique mondiale. Des économistes évoquent même l'idée que certains pays sortiraient de la zone euro. Pourquoi cette instabilité ? Les intérêts des différents pays capitalistes dominant l'Europe sont de plus en plus contradictoires.

Pour une véritable unification socialiste !

Malgré la mondialisation capitaliste, les intérêts nationaux des capitalistes n'ont pas disparu. Chaque gouvernement essaie de préserver une partie des intérêts de sa classe capitaliste nationale. Libéraux, partisans du libre-échange, protectionnistes, peu importe... Le seul programme que les classes dirigeantes vont maintenir, c'est «sauvons notre propre peau». Et dans ce cadre, au sein de l'union, leurs intérêts deviennent parfois incompatibles. Certains pays comme l'Allemagne ne sont pas prêts à risquer trop pour des pays jugés trop fragiles comme la Grèce. En même temps, une sortie de la zone euro d'un pays serait un facteur d'instabilité pour tous les pays.



sommet de l'eurogroupe en Octobre dernier : tous d'accord pour s'attaquer aux travailleurs

Les politiques de l'Union européenne montrent chaque jour aux travailleurs d'Europe que les attaques contre les conditions de vie et de travail sont les mêmes par delà les frontières. Les luttes communes des travailleurs deviennent aussi une nécessité plus concrète. L'instabilité et l'anarchie sont inhérentes au capitalisme. On voit que leur Europe ne peut pas être réellement unie. Face à cela, il faut construire une société planifiée, organisée consciemment et démocratiquement pour les besoins de la majorité de la population. La véritable unification se fera que par les travailleurs d'Europe eux-mêmes, regroupés au sein d'une fédération librement consentie par tous, au sein des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Leila Messaoudi

Pour le NPA aux européennes !

tions européennes. En France, ces élections lère des travailleurs contre les licenciements zy-Fillon ne cesse de grandir. A chaque fois les travailleurs se sont mobilisés en masse. sez explosives – contre les licenciements ou e multiplient. Face au blocage des directions ète d'une opposition politique par la gauche es travailleurs à une échelle de masse défen- ; travailleurs et s'attaquant au système capi-

IPA et rejoignez-le !

olutionnaire construisant le NPA, nous pen- i NPA pour les européennes et un vote mas- nents importants pour avancer dans ce sens. culier, et pour l'extrême gauche en général ragement pour de nombreux travailleurs et ise du capitalisme et qui sont à la recherche à ce système. L'énorme popularité d'Olivier IPA (crédité de 7 à 9 % dans les derniers son- l pour la construction du NPA comme outil

pagne clairement pour le socialisme

sion économique, que les patrons font déjà l'un parti qui soit la voix des luttes des tr- r remplir ce rôle aujourd'hui, le NPA doit ombative en s'adressant aux travailleurs, cette campagne, le NPA doit combattre les e la gauche officielle et de Sarkozy sur une ne. Si les capitalistes cherchent à réguler leur pour sauver leurs profits. Ils le font partout exploitation des travailleurs : c'est l'objectif

re les licenciements, les bonus mirobolants naces sur l'environnement... en expliquant le production capitaliste, basé sur l'exploita- contenu de notre campagne doit partir de ce ivernements dans toute l'Union européenne urs, les jeunes, les chômeurs, les retraités...

e l'Union Européenne et ses institutions sont ce but, et que l'Union Européenne est une



Manifestation commune des travailleurs des usines Continental à Hanovre en Allemagne. Notre europe c'est celle des luttes et des travailleurs.

Europe des capitalistes à laquelle nous opposons l'Europe des luttes des travailleurs et de la jeunesse.

Face à leurs plans de relance du capitalisme, qui ne sont que des plans de relance de l'exploitation, on doit opposer un plan de résistance et de relance des luttes.

Nos revendications doivent s'en prendre à la propriété privée des moyens de production et montrer notre parti pris de classe. Notre objectif c'est la fin de l'exploitation : la rupture avec le capitalisme, ce qui implique le contrôle de la production par les travailleurs et la planification démocratique (d'autant plus néces-

sous-traitants, en soutenant activement les luttes et les grèves en cours la campagne du NPA peut contribuer à politiser et à organiser de nouvelles couches de travailleurs. Ainsi, la campagne permettrait d'engager la discussion avec des milliers de travailleurs à la recherche d'un outil politique, afin de les organiser au sein du NPA, pour que nous puissions avancer vers un véritable parti de lutte contre le capitalisme et pour le socialisme.

Olaf van Aken



Liste commune au PSL et à la LCR en Belgique francophone

En Belgique aussi la nécessité d'un regroupement des forces de la gauche radicale se fait grandement sentir. Ceci afin de lutter contre la mainmise idéologique des partis de la bourgeoisie sur la société, afin de mettre en avant dans le débat politique l'importance d'une rupture nette avec le capitalisme. Pour une Europe écologique, féministe, internationaliste. Pour la construction des États-Unis socialistes d'Europe.

Le Parti Socialiste de Lutte (PSL, l'organisation sœur de la GR en Belgique) à toujours mis en avant la nécessité de l'unité et a souvent été un moteur des différentes tentatives de regroupement par le passé. En effet le PSL milite depuis des années, tout comme les autres sections de notre internationale (le Comité pour une internationale ouvrière), pour la mise en place d'un nouveau parti des travailleurs (NPT).

C'est dans ce sens que le PSL a lancé un appel aux différentes organisations à gauche du PS et des verts afin de mener une liste commune pour ces élections européennes. Seule la LCR y a répondu favorablement. Nous avons donc mis en place une liste de candidats ainsi qu'un programme commun, clairement anticapitaliste. Nous avons su surmonter nos divergences passées et présentes afin de mener à bien ces discussions, qui se sont déroulées dans un bon climat. Nous avons donc prévu des meetings communs au cours de cette campagne électorale.

Nous nous présentons également avec la LCR ainsi qu'avec le Parti Communiste et le Parti Humaniste pour les élections régionales dans la région de Bruxelles-capitale qui se dérouleront également le 7 juin. Ces deux initiatives pourraient être un premier pas dans la discussion sur la nécessité d'un nouveau parti des travailleurs.

Pour l'unité des travailleurs face à la crise du capitalisme !
Pour l'unité des travailleurs dans la lutte !

Mickael L. PSL

La gauche révolutionnaire présente sur la liste NPA du grand Nord-ouest

En tant que courant, la Gauche révolutionnaire présente une de ses militantes de Rouen sur la liste de la région Nord Ouest. Leïla Messaoudi est membre du comité NPA Rouen Nord depuis sa création. Nous voulons pouvoir aller un peu plus loin et faire des propositions plus concrètes allant dans le sens d'une claire orientation en direction des travailleurs, dans leurs mobilisations, sur leurs lieux de travail et de vie. Nous y défendons la nécessité de faire des élections européennes une campagne de construction du NPA par une activité plus soutenue dans la rue, sur les marchés et à la porte des entreprises.

Plusieurs entreprises et services publics de l'agglomération rouennaise sont touchés par les plans de licenciements, de restructuration, par le chômage partiel comme dans l'automobile avec le constructeur Renault à Cléon et les équipementiers comme Autoliv à Saint Etienne du Rouvray. Les facteurs entament aussi une mobilisation face aux suppressions de tournées et restructuration à Rouen. Nous cherchons à ce que le NPA soit actif pour soutenir ces luttes, et celles à venir, en y intervenant et en proposant des axes de lutte aux travailleurs. Le vote NPA est vu comme un

moyen de rejeter les politiques patronales et gouvernementales. Mais à l'occasion de ces élections, les premières depuis la fondation du parti, le NPA doit être plus que la liste pour qui on vote. Il doit commencer à devenir un parti utile pour les travailleurs quand ils luttent et un parti qui donne une perspective clairement anticapitaliste, pour le socialisme.

La Gauche révolutionnaire a présenté des candidats à plusieurs reprises aux élections cantonales et régionales depuis 2004 dans plusieurs quartiers populaires de la ville de Rouen notamment les Hauts de Rouen et sur la rive gauche dans les quartiers Saint Sever et Saint Julien. Et ce sont des quartiers où nous avons une activité régulière depuis plusieurs années. Nous y avons développé des campagnes liant toujours la défense des droits des travailleurs(ses) et de leurs familles à la nécessité de combattre le capitalisme et de se battre pour le socialisme. Nous essayons d'apporter ce programme et cette approche à notre échelle dans le cadre de cette campagne européenne.

Olaf van Aken

L'alternative aux partis capitalistes en Grande Bretagne – 'No to the EU – Yes to democracy'

Pour les élections européennes à venir, la classe ouvrière de Grande Bretagne aura la possibilité de voter pour une alternative positive grâce à l'établissement d'une alliance électorale qui s'appelle « No to EU – Yes to democracy ». L'intention de cette alliance est très claire : s'opposer à la politique des patrons et lutter contre la menace de l'extrême droite.



L'initiative découle d'une plate-forme rédigée par le syndicat de « Rail, maritime and transport » (RMT) que nous (Socialist party, section sœur de la Gauche révolutionnaire) soutenons, aux côtés de « Scotland's socialist movement », « The indian workers association » et « The communist party of britain ». C'est la première fois qu'un syndicat national forme une alliance électorale depuis la formation du parti travailliste, et ceci représente un pas important vers la formation d'un nouveau parti des travailleurs en Grande Bretagne.

Le programme de cette alliance comprend des points tels que le rejet du traité de Lisbonne, l'abrogation de la loi contre les syndicats et la défense des services publics...

Notre critique du manque de démocratie en UE ne se résoudra pas par un simple changement de parlementaires car c'est dans la nature même des institutions que réside le problème. Nous nous présentons aux élections afin de saisir l'opportunité que nous donne cette plate-forme de diffuser nos idées, d'une part au sein du parlement mais avant tout parmi les travailleurs.

En Grande Bretagne, nous, le Socialist Party, avons la responsabilité d'initier une voix pour la classe ouvrière et de garantir que la campagne soit un succès.

Sean

Pour en savoir plus <http://www.socialistparty.org.uk/main/Home>

PSA, les nouvelles méthodes d'exploitation

Les événements survenus dans l'entreprise, suicides et dépression nerveuse, sont dus à une aggravation des conditions de travail liées aux suppressions de postes. Pour la direction, ces suppressions ont permis de réaliser un maximum de gain de productivité, ce qui engrange de la valeur ajoutée pour l'entreprise. Tout un système de recherche étudié par les penseurs de PSA en se référant aux méthodes de Toyota pour mettre en place ce modèle de production. Nous allons expliquer mais également démontrer les conséquences néfastes pour les travailleurs, en terme de vie au travail mais surtout sur la santé physique et morale des ouvriers de PSA Mulhouse (qui sont identiques dans toutes les usines du groupe PSA). Tout cela pour une seule raison... Gonfler encore plus les profits des capitalistes.

Les unités élémentaires de production

Les UEP sont des sections de travail, de 30 à 40 personnes, qui constituent la chaîne de production dans les usines terminales du site. Dans ces usines, se font le montage, le ferrage, la peinture et dans une moindre mesure l'emboutissage. Dans les autres usines le système de production est moins développé, le travail à la chaîne se pratiquant surtout dans les usines terminales.

L'objectif des UEP est de mettre en concurrence les sections entre elles. L'idée est d'intégrer les ouvriers à leur propre exploitation, en les poussant à faire partie de groupe de travail, en les faisant réfléchir sur les différentes façons d'améliorer la productivité, le rangement, le nettoyage, la propreté des postes et leur agencement, pour ainsi pouvoir supprimer des postes de travail plus facilement. Nous allons revenir en détail sur chaque point de cette méthode, où les ouvriers sont obligés de se soumettre à tout ce processus de production, sous peine d'être sanctionnés pour non respect de travail. C'est une dictature sur l'ensemble de notre classe aussi bien physique que psychologique.

De Hoshin et aux "bons postes"

La méthode HOSHIN dans les ateliers a pour objectif de tout mettre à plat et d'impliquer les ouvriers dans le processus de production. Des groupes de travail sont mis en place pendant lesquels les salariés sont déchargés de la chaîne. Ils font un stage d'une semaine en salle où on leur demande de revoir les postes de travail, de faire une étude pour améliorer la productivité et surtout d'organiser les postes de travail

pour que les déplacements soient réellement justifiés, et ainsi supprimer tout ce qui n'est pas rentable pour l'entreprise. Chaque geste doit être un acte de production. Tous les temps morts sont éliminés et la charge de travail est répartie au maximum. Les salariés n'ont plus le temps de souffler ou de parler entre eux. La notion de travail effectif prend un sens de réelle souffrance : en dehors des pauses pas de répit. Seule l'exploitation existe, tout le reste est banni.

HOSHIN et «bon poste» sont en réalité les mêmes choses. Il faut tester la résistance des ouvriers sur la méthode qui ne se limite pas aux postes de travail, mais concerne également l'attitude des individus. Les ouvriers sont jugés d'après leurs capacités à entrer dans le moule PSA et sont encadrés par des pilotes dans tous les secteurs. Ces pilotes sont des salariés qui s'engagent à faire respecter la méthode aux autres salariés. Les pilotes sont là pour ouvrir des chantiers de réflexion sur les difficultés rencontrées sur les postes : pourquoi et comment y remédier ? Comment rentabiliser au maximum le poste, sa propreté, sa qualité ?

La pratique du «bon poste», est de tout mettre en place pour que la charge de travail soit maximale et que ce soit les salariés du secteur, qui connaissent très bien leur poste, qui proposent les opérations de montage les mieux adaptées. Suites à leurs recommandations, il est fréquent que des postes soient supprimés et les charges de travail augmentées. Résultat de la manipulation, ce sont les salariés qui se retrouvent à la base de l'aggravation des conditions de travail.

Les tableaux dans les aires UEP : une culpabilisation liée au travail

Ces tableaux ont été mis en place au départ, pour soit disant permettre à tous les salariés de résoudre les problèmes rencontrés sur leur

poste de travail. Cela s'est très rapidement transformé en sanctions et autres brimades pour l'ouvrier qui n'arrivait pas à assurer les nouvelles charges de travail. Les sanctions pleuvent suites aux défauts de montage qui bien sûr sont dues à la charge excessive du poste, aux absences pour maladie liées à la pénibilité du poste ou aux congés. Ces tableaux permettent une culpabilisation permanente même si les noms des salariés ne sont plus affichés. La pression est toujours bien présente : il faut être le meilleur secteur, celui qui bat les autres. La notion de concurrence est bien présente entre les ouvriers de différents secteurs et s'ajoute à l'intensification des rythmes de travail engendrée par la méthode.

Le 5 S et ses conséquences en termes de travail et emplois

Pour bien appréhender le 5 S : ce sont les 5 points liés à la propreté, au rangement et à l'organisation de son poste de travail. Le salarié doit avoir son poste rangé de façon prévue par le 5 S sinon il risque la brimade de la part de son RU, responsable d'unité (chef équipe). Mais les conséquences sont en réalité multiples. Cela permet à l'entreprise de faire faire un travail supplémentaire de nettoyage et de rangement à l'ouvrier alors qu'il n'est pas rémunéré pour cela. Le non respect de cette procédure peut engendrer des sanctions allant de la mise en garde à la mise à pied. En réalité, tout cela n'est que du travail gratuit imposé, et les gains pour PSA sont les suppressions de postes des gens qui font du nettoyage.

Le système Apollo : tout mettre en place pour que les salariés soient hyper-productifs.

Le système Apollo est dans la même veine que le 5 S. Il a pour objectif d'avoir une méthode uniforme de production aussi bien en terme de production en chaîne qu'en logistique. Aujourd'hui nous avons un fonctionnement hyper rigide sur les postes de travail avec une surcharge à en mourir sur les postes en chaîne (ce que la direction appelle les bons postes). En logistique, nous avons le même phénomène avec un système de travail à la chaîne qui consiste à faire des caristes et des cambistes (chargés de faire le ravitaillement des chaînes de montage) des ouvriers qui tournent comme les autres salariés avec un ravitaillement toutes les heures, et le magasin (un super marché où ils vont chercher les pièces et les ramènent sur les chaînes de production), avec un nombre de commandes qui a explosé. En réalité, il s'agit de la même configuration que les salariés en chaîne, (sans avoir la prime de chaîne !) avec une cadence toujours plus intense. Ils doivent ravitailler les chaînes à heure fixe avec un nombre de commandes très précis (à la pièce près) de façon à ne pas trop faire de gaspillage. Cela permet au groupe PSA de se donner bonne conscience et de faire croire que l'industrie automobile est soucieuse de l'environnement. Mais tout cela est guidé par leur logique basée sur le profit, au détriment de la santé et de la vie des salariés.

Le standard de travail ou la robotisation des ouvriers

Oui la standardisation des salariés est une pratique de démolition de l'individu. Non seulement nos conditions de travail sont impactées mais cela affecte aussi notre façon d'être, notre personnalité, notre vision du travail. En fait, la standardisation est une manipulation de notre être : par exemple, nous avons tous une façon de travailler qui nous est propre, mais pour gagner du temps, la standardisation casse notre être avec une formule. Nous devons tous faire de la même façon (ce qu'on appelle un standard). Cette façon de faire unique, universelle, c'est celle du patron ! Détruire les pratiques de travail qui nous sont propres ne nous rend plus être libre de nos faits et gestes. L'objectif de cette pratique c'est la destruction de nos rapports de solidarité et d'entraide, en nous obligeant à respecter un rythme de travail ou tout est minuté, en imposant une pratique où notre être est banni, pour laisser place à la barbarie.

Les anciens et les malades sacrifiés sur l'autel des profits

La méthode de travail qui devait être une façon de faire pour que tous puissent tenir les postes s'est très vite transformée en rouleau compresseur pour les malades et les anciens. Postes supprimés ou mis en chaîne, chasse aux malades... tout est fait pour les licenciés d'une manière ou d'une autre. Après les avoir détruits par des conditions de travail dramatiques, aujourd'hui, ils veulent s'en débarrasser. Nous, militants révolutionnaires, sommes dans une position de palier le manque criant de solutions. Pour en finir avec l'exploitation, il n'y a pas d'autres issues qu'un changement radical de système pour instaurer le socialisme.

Vincent Duse

Imprimerie Offset Normandie Le patron-crapule a perdu !

Nous faisons écho dans le numéro précédent de l'Egalité de la lutte des travailleurs d'une imprimerie du groupe Moreault dans la banlieue de Rouen. Le patron avait fermé boutique prétextant un marché insuffisant. En fait, il récupérait les machines pour les mettre dans d'autres sites, certainement avec subventions à la clef pour investissement dans un autre département. Moreault et ses 50 voitures de collection, son voilier, et sa vache de concours a attaqué en justice le piquet qui empêchait le déménagement des machines.

La détermination des travailleurs n'a jamais faibli ni le soutien de dizaines de militants passant jour et nuit tenir le piquet avec eux. Au bout de 4 semaines de conflit, risquant beaucoup et notamment des recherches plus en profondeur dans sa trésorerie, Moreault a été obligé de lâcher jusqu'à 5000 euros de prime supplémentaire de fin d'emploi...

Comme dirait un des salariés : «se faire 5000 euros en un mois, ça vaut le coup !»

Mobilisation contre la répression à EDF

Jeudi 30 avril, suite à un appel de la coordination régionale CGT Mines-Energie Rhône-Alpes, environ 3000 manifestants se sont rassemblés devant le tribunal correctionnel de Valence en soutien à 6 militants syndicaux poursuivis en justice par leur direction suite à une occupation de locaux. Les faits remontent au mois d'octobre 2006 : 600 agents EDF-GDF s'étaient rassemblés à Valence pour protester notamment contre la privatisation de Gaz de France. En raison de pluies diluviennes, le défilé fut écourté et la Cgt locale demanda à sa direction d'ouvrir une salle permettant d'accueillir le nombre important de travailleurs pour que ceux-ci puissent se réchauffer et se sécher. La Direction refusa de mettre à disposition cette salle et c'est suite à cette nouvelle preuve de mauvaise volonté que les manifestants ont décidé d'occuper le bâtiment. Ces mesures excessives prises à l'encontre des militants syndicalistes s'inscrivent dans une tendance géné-

rale d'atteinte au droit de grève et de restriction des libertés des salariés de tous les secteurs. En faisant passer les syndicalistes pour des délinquants, les directions patronales espèrent les discréditer auprès de la population et ainsi affaiblir tout mouvement de contestation. Il est important d'apporter notre soutien à tous les travailleurs victimes de telles attaques, en favorisant une union de classe.

Rachel

Crise mondiale : L'analyse du bureau européen du Comité pour une internationale ouvrière

En avril, les responsables des sections européennes du Comité pour une internationale ouvrière se sont réunis pour échanger leurs analyses sur la situation actuelle. Ces réunions régulières permettent de maintenir des liens forts entre les différentes sections de chaque pays et de continuer ainsi à construire notre parti international.

Il a toujours été clair pour les marxistes que le capitalisme a épuisé depuis longtemps sa fonction progressiste. La chute de l'union soviétique a ouvert une période où le capitalisme a été réintroduit dans de nombreux pays où l'économie avait été nationalisée. Une telle situation, loin d'amener une expansion sans fin et heureuse du capitalisme, comme voulaient le faire croire les penseurs de la bourgeoisie, allait amener à des crises plus violentes encore. Le début de nos thèses de travail l'exprime clairement : «depuis 30 ans, et particulièrement depuis la chute du stalinisme, le capitalisme néolibéral a développé sa domination à travers le monde entier. Tous les capitalistes et leurs idéologues, de même qu'une majorité de dirigeants syndicaux et des anciens partis ouvriers, ont succombé à l'idée que le capitalisme dérégulé était le plus efficace système pour distribuer marchandises et services aux peuples du monde. La crise actuelle fait s'écrouler cet édifice idéologique. Les politiciens et les économistes capitalistes s'effondrent les uns dans les bras des autres pour expliquer que leur système est sur le point d'entrer dans une «dépression» ou pour le moins dans une «grande récession» comme l'a dit le président du FMI et membre du PS Strauss-Kahn.

Rapidité et profondeur de la crise

Une partie de nos débats a porté sur le degré de gravité de la crise. Nul marxiste sérieux ne peut se contenter d'une estimation floue des événements en cours et notamment de l'état réel de l'économie mondiale et de ses tendances. C'est une telle méthode qui nous a permis d'analyser que la crise des crédits hypothécaires à risque (les subprimes) aux Etats Unis déclenchée en août 2007, avait le potentiel de se transformer en crise mondiale. En effet, le capitalisme ne résorbe ses crises depuis les années 70 que par une dérégulation supplémentaire, et un recours à la spéculation, créant les bases pour des crises plus importantes encore. Alors que l'année 2008 était dominée par les mensonges des politiciens qui annonçaient des économies en croissance, les militants du CIO se préparaient et préparaient leurs sympathisants à la possibilité d'une crise majeure, avec les désastres sociaux que cela pouvait amener.

Les capitalistes ne peuvent contrôler leur propre système. Le FMI estime possible une contraction de 2% de l'économie mondiale. Et les plans de sauvetage gigantesques (5,6% du Produit intérieur brut des Etats Unis par exemple) sont avant tout le signe du désespoir des capitalistes. Leur impact sur l'économie est incertain et il est peu probable qu'ils permettent une relance rapide de l'économie. Mais il y va de la survie de tant de banques, d'organismes financiers, de multinationales... que les gouvernements trouvent à chaque fois de nouveaux milliards. Les Etats-Unis, la Grande Bretagne sont parmi les plus touchés, et des pays comme l'Islande, la Lettonie, ou l'Ukraine sont en faillite ou au bord de celle-ci, tant leur économie était

basée sur le crédit.

Résistance des travailleurs

Dans beaucoup de pays, le sentiment est confus. Entre la crainte de la perte d'emploi, la colère devant ces gouvernements qui vantent les mérites du capitalisme depuis des dizaines d'années, et les entreprises qui profitent du prétexte de la crise pour licencier, réorganiser leur production, etc. il n'y a pas encore de conscience anticapitaliste claire. Les cibles des slogans dans les manifestations sont souvent les banques, les actionnaires et les gouvernements. Mais au fur et à mesure du développement de la crise va croître la compréhension que c'est le système capitaliste lui-même qui est en cause, et qu'une alternative socialiste est nécessaire.

Déjà des grèves très combatives ont eu lieu dans plusieurs pays. En Irlande du Nord et Grande Bretagne dans les usines Visteon qui ont été occupées, en France, avec les séquestration de patrons, les blocages... la radicalisation des travailleurs est en train de croître et affecte les situations politiques. Des majorités gouvernementales sont menacées (Irlande, Grèce) mais surtout, la recherche de nouveaux outils politiques, de nouveaux partis pour défendre les travailleurs, ont commencé à se concrétiser, même si ce ne sont que les premiers pas : le développement du NPA en France, mais aussi celui de Syriza en Grèce, l'apparition de la liste initiée par le syndicat des travailleurs du transport ferroviaire et maritime (RMT) en Grande Bretagne...

Avancée pour le Comité pour une internationale ouvrière

Le marxisme, c'est la science des perspectives. Une analyse sérieuse permet d'anticiper et de préparer aux diverses situations possibles. Les sections du CIO n'ont pas été surprises du déclenchement de la crise et se préparaient à intervenir dans les nombreuses luttes. Même s'il reste difficile de savoir quelle va être la profondeur réelle de la récession, car on ne saurait dire si elle aura le même impact et la même profondeur que la Grande dépression des années 30, il s'agit de la plus grande crise depuis cette période. Des situations sociales et politiques très explosives se préparent. Elles poseront de manière plus aiguë la question du pouvoir dans cette société, et de qui contrôle et possède les moyens de production. La nécessité d'organisations socialistes révolutionnaires apparaîtra plus clairement aux nombreux jeunes et travailleurs qui en ont de plus en plus ras le bol de ce système injuste et meurtrier. Déjà, le CIO a fait ses premiers pas en Islande ; ses perspectives de croissance en Italie sont très sérieuses avec des liens de plus en plus forts et fraternels avec un courant de gauche dans le PRC, «Contro Corrente».

Il est de la responsabilité fondamentale des socialistes révolutionnaires de se préparer aux événements qui viennent, et qui marquent les premiers pas vers de grands bouleversements de la situation politique. Premiers pas qui annoncent la possibilité demain pour les travailleurs de renverser le capitalisme et de construire enfin une société réellement démocratique : le socialisme.

Alex Rouillard

Pour financer notre internationale, notre nouveau t-shirt. Avec le slogan créole : "ansanm nou ka lité, ansanm nou ké ganyé" (ensemble nous luttons, ensemble nous gagnons).

Jaune or sur noir, disponible toutes tailles et coupe homme ou femme, pour 10 euros + 2 euros pour envoi postal.



N'hésitez pas à nous contacter

Fixe : 09.54.79.19.17

National - Alex 06.14.90.66.91

Rouen - Leïla 06.14.07.45.19

Paris - Jacques 01.47.21.07.90

Le Havre - Olivier 06.72.94.66.02

Nancy - Yann 06.08.06.72.13

Nord - Faustine 06.28.05.11.00

"Les Amis de
L'Egalité"

82, rue Jeanne d'Arc
centre 166
76000 Rouen

grcontact@hotmail.com

Pourquoi j'ai rejoint la Gauche révolutionnaire

Avant que la crise n'éclate, je prenais au fur et à mesure conscience que le système capitaliste n'était pas fonder sur les besoins de la majorité de la population mais uniquement pour une partie de riches qui détiennent les entreprises etc.. Si on se penche sur chaque problème profond dans le monde comme le chômage, les famines, la misère et toute les inégalités en passant par les problèmes environnementaux, on retrouve les mêmes causes.

Le dégoût de ce système m'a donné envie de m'organiser contre mais comment faire ?

Je voyais que la gauche traditionnelle comme le PS ou le PC n'amène pas de vraie réponse, ni durable, ni forte, remettant en cause le capitalisme.

Etant convaincu que ces partis ne satisfaisaient pas mes attentes, il me fallait donc une organisation qui aie des idées et un programme clairs et profondément anti-capitaliste et qui apporte une vraie réponse concrète à ce système.

En rencontrant la gauche révolutionnaire et en discutant avec ses militants, je me suis très vite rendu compte que leur programme collait avec mes idées. Le fait que la GR soit la section d'une internationale, le CIO (Comité pour une internationale ouvrière), m'a également encouragé dans le fait de rejoindre, pour les liens avec les autres sections partout dans le monde qui permette des actions et une vision globale de la situation dans chaque pays. La GR m'a apporté une vision de classe qui n'était pas forcément très développée chez moi, cette vision m'a permis de comprendre et d'analyser plus de choses dans la société. Cela m'a permis de renforcer ma conviction que le capitalisme est un système qui ne fonctionne vraiment que pour le profit d'une petite partie de la population en exploitant la majorité et qu'il est responsable de tous les principaux problèmes du monde. Si toi aussi tu veux t'organiser contre le capitalisme rejoins la gauche révolutionnaire

Mickael

Debout ! Debout !

Après les manifestations du 1er mai 2009, plus que jamais, un sentiment se dégage : la classe ouvrière est toujours là. Du Sri Lanka en passant par l'Afrique du Sud et la Guadeloupe, elle manifeste à travers le monde par centaines de milliers contre la crise des capitalistes, contre les licenciements, l'exploitation, contre les expulsions de logements, les politiques racistes, contre la guerre et les occupations... Occupations d'usines, grandes manifestations, les travailleurs du monde entier relèvent la tête.

Aucune région du monde n'est épargnée par le déluge de la crise actuelle. 20 ans après la chute du stalinisme et les illusions engendrées par le capitalisme, l'économie de marché a failli spectaculairement dans l'ex URSS et en Europe de l'Est, jetant des millions de personnes dans la pauvreté. Plus que jamais, il faut lutter ensemble, militants marxistes, syndicalistes, jeunes, et se battre pour un monde meilleur. Il faut construire l'alternative socialiste au système capitaliste pourri. Dans les nouveaux partis, dans les luttes syndicales, le CIO se bat pour construire cette alternative politique. Le Comité pour une Internationale ouvrière est ainsi présent dans près d'une quarantaine de pays sur les cinq continents.

Mais nous souhaitons nous élargir encore. Pour pouvoir nous développer, nous avons besoin de ressources financières. C'est entièrement grâce aux cotisations des membres du CIO, aux dons des proches et à la vente de matériel que nous existons, que nous pouvons produire l'Egalité notre journal.

Nous avons ainsi produit en avril un nouveau t-shirt Guadeloupe pour la grève générale. Nous vous appelons à soutenir notre travail en France et internationalement en commandant ce t-shirt.

D'autres matériels sont disponibles : badges, t-shirt résistance, brochures, classiques marxistes, livre sur Mai 68...

Alors, n'hésitez pas, si vous le pouvez, soutenez la Gauche révolutionnaire, Section française du Comité pour une Internationale Ouvrière !

Fonds de soutien du courant Gauche révolutionnaire et au Comité pour une Internationale ouvrière au 1^{er} trimestre

Sections	reçu	% de l'objectif
Le Havre		121%
Rouen		63%
Paris-Idf		137%
Valenciennes		142%
Autres villes		27%
National		86%
Total		80%

VERSEZ AU FOND DE SOUTIEN DU COURANT GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE ET AU COMITÉ POUR UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE

- ☐ Je soutiens en versant euros en chèque (à l'ordre de VJE)
☐ Je soutiens en versant euros par virement

compte bancaire VJE BRED
n°FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061

Nom :

Prénom :

Adresse :

Téléphone :

email :

Afghanistan : l'escalade militaire des impérialistes

7 octobre 2001. Une «coalition internationale contre le terrorisme» menée par Bush lance, sous l'égide de l'OTAN, l'opération «Liberté immuable» contre le régime des talibans. Le régime des talibans tombe officiellement en novembre de la même année. En 2009, le pays est toujours occupé. 70 000 soldats étrangers sont présents en Afghanistan, dont plus des deux tiers sont sous commandement de l'Otan.

Après presque huit années de guerre, les Talibans reprennent peu à peu leur influence et restent armés et puissants. 2008 a, de surcroît, été l'année la plus meurtrière pour la coalition et 2009 s'annonce similaire. L'Afghanistan devient aussi un terrain plus meurtrier que l'Irak. Au total, plus de mille soldats étrangers sont morts en Afghanistan depuis le renversement du régime des talibans, fin 2001. Le conflit s'étend en s'exportant au Pakistan voisin. Il n'y a aucune perspective de victoire pour les troupes de l'OTAN.

Les agences de renseignements américaines l'affirment toutes : l'Afghanistan est une spirale infernale. Le commandant Britannique dans le pays a admis que l'insurrection talibane n'est pas défaite. Bien au contraire, le pays est en proie à une corruption incontrôlée, à la domination des chefs de guerre. Le régime de Karzai est corrompu et impuissant. Le commerce de l'héroïne représente aujourd'hui 50% de l'économie du pays.

La politique extérieure d'Obama : un changement ?

Dans ce contexte, Barack Obama double la présence américaine en Afghanistan en 2009. Il compte sur le retrait d'Irak pour envoyer plus de troupes poursuivre «la guerre contre le terrorisme». En mars et avril 2009, Hilary Clinton, ministre des Affaires étrangères d'Obama, a multiplié les rencontres dans la région du moyen-Orient. Une ouverture de négociations a été faite avec l'Iran et même avec les Talibans «modérés» d'Afghanistan.

Pourquoi ce choix de renforcer les troupes ? Les Etats-Unis doivent trouver des alliés pour rester présents dans cette région stratégique. Derrière des rencontres et des déclarations plus ouvertes de la part des Etats-Unis et de l'Iran, il y a des enjeux bien précis. L'avancée des Talibans au Pakistan a coupé des itinéraires de ravitaillement cruciaux pour l'OTAN entre ce pays et l'Afghanistan. L'Iran doit laisser passer le ravitaillement. Et l'Iran accepte car le pays est inondé par l'héroïne fabriquée en Afghanistan. Les Etats-Unis cherchent d'ailleurs aussi des accords avec la Russie afin de pouvoir renforcer leur présence frontalière face au Pakistan.

Quant à l'ouverture aux Talibans modérés, ceci n'a rien de très nouveau pour l'administration américaine qui avait financé le développement des Talibans pen-

dant l'occupation soviétique du pays dans les années 80. Fini le «pacifisme» affiché contre la guerre en Irak par Obama durant sa campagne électorale. On s'aperçoit qu'il n'y a pas de rupture avec la politique impérialiste menée par Bush. Les gouvernements impérialistes d'Europe suivent la même politique. Les premiers soldats français de la force multinationale de l'Otan (Isaf), étaient environ 500 hommes, en janvier 2002. Depuis, des chasseurs-bombardiers français opèrent chaque jour depuis Kandahar dans le sud du pays et les troupes ne cessent d'augmenter atteignant plus de 3000 soldats aujourd'hui.

L'issue de cette occupation est bien connue. Le renfort des troupes est fait en connaissance de cause. Ils ne gagneront pas la guerre contre les Talibans et tout au mieux ils pourront contenir l'insurrection. Depuis 2001, la Gauche révolutionnaire CIO s'est opposée à cette aventure militaire des impérialistes. L'occupation, la destruction du pays par le ratissage et les soi-disantes «frappes chirurgicales» frappent les populations afghanes... Les conditions de vie se dégradent en permanence.

- Non à la guerre en Afghanistan !

- Retrait immédiat et sans condition de toutes les troupes impérialistes !

Leila Messaoudi

Sommet du G20 : La grande mascarade

Alors que le G20 se réunissait, les institutions mondiales du capitalisme annonçaient des chiffres calamiteux en ce qui concerne la croissance mondiale : le PIB mondial a chuté de 5% au dernier trimestre 2008. La croissance des USA a chuté de 6% sur un an pendant que dans le même temps l'économie japonaise s'effondrait de 13%. Le commerce mondial va chuter de 13% selon l'OCDE, touchant gravement les pays dont l'économie est dirigée essentiellement vers l'exportation. Les prévisions les plus optimistes de l'Organisation internationale du travail annoncent entre 30 et 50 millions de chômeurs de plus en 2009 ! L'économiste Joseph Stiglitz estime que ce sera 200 millions de personnes supplémentaires qui seront jetées dans la pauvreté, essentiellement dans les pays dominés. Mais le G20 n'a rien fait pour éviter cette hémorragie.

Les seuls chiffres avancés au cours du G20 sont d'une part les 745 milliards d'euros à injecter dans l'économie, mais dont on ne sait pas si c'est de l'argent «frais» ou si cette somme prend en compte l'argent déjà injecté par les différents pays dans l'économie. D'autre part, le FMI quant à lui, voit ses ressources triplées, soit 500 milliards de dollars, mais cela permettra seulement d'intervenir dans les situations d'urgence : dans les pays connaissant des problèmes chroniques de balances des paiements, comme en Europe de l'Est ou dans les pays «émergents» d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine qui risquent d'entraîner à leur suite d'autres pays. Le FMI ne pourra rien faire pour enrayer la spirale baissière de l'économie du capitalisme mondialisé.

La production industrielle mondiale s'est effondrée de 30-35% au premier trimestre de 2009. Un ralentissement qui n'avait pas été atteint même pendant la grande dépression des années 30. La situation est si alarmante que les capitalistes et les gouvernements évoquent dorénavant des risques de troubles sociaux (euphémisme pour luttes sociales, grèves géné-

rales, révoltes, révolutions), des menaces contre la démocratie (comprendre le capitalisme et les régimes plus ou moins autoritaires, plus ou moins corrompus qui le servent) qui peuvent même aboutir à des situations de guerre.

Il n'y a pas une seule partie du monde qui ne soit pas affectée par cette crise, C'est 2000 à 3000 personnes par jour qui perdent leur emploi en France. La Grande-Bretagne connaît un rythme refréné de 100.000 pertes d'emploi par mois. Là-bas, les économistes s'attendent désormais à une hausse de 3,5 millions de chômeurs en 2009.

Le déficit budgétaire de la France pourrait dépasser les 103 milliards d'euros en 2009. Le déficit public atteindrait alors soit 5,6% du PIB. On est loin des 3% autorisé par les Accords de Maastricht. Mais on est aussi loin du déficit budgétaire de la Grande-Bretagne qui pourrait atteindre 13% du PIB en 2010. La Grande-Bretagne pourrait entrer dans le club à la mode des pays en route pour la banqueroute avec la Grèce, l'Espagne, l'Irlande, à la suite de l'Islande. Les coupes budgétaires vont s'accroître partout. En effet, les rentrées d'argent dans les caisses de l'Etat, via les impôts et les diverses taxes (en particulier la TVA), seront moins importantes du fait de l'appauvrissement de la population. Les suppressions de postes dans la fonction publique (éducation nationale, hôpitaux, etc.), le gel des salaires des fonctionnaires, la casse et la privatisation des services publics, les coupes sombres dans les budgets sociaux sont à prévoir, renforçant la pauvreté et accroissant la crise.

Les solutions à minima du G20 ne permettront donc pas de sortir du tunnel. Mais qu'attendre de plus de personnes dont la seule tâche est de sauver la peau au système capitaliste qui engendre exploitation, inégalité, chômage, misère, racisme, guerre... Non, nous ne devons compter que sur notre seule force, dans l'unité et dans la lutte.

Yann Venier

Sri Lanka : Stop au massacre des tamouls !

Des dizaines de milliers de Tamouls assassinés, des centaines de milliers d'autres obligés de fuir. C'est le triste bilan que l'on peut faire du Sri Lanka après plus de vingt ans de guerre civile.

Une guerre civile marquée par la colonisation

A l'origine de ce conflit se trouve la colonisation britannique qui, afin d'assurer sa domination, favorisa la minorité Tamoule au détriment de la majorité Cingalaise. En 1948, lorsque le Sri Lanka devint indépendant, un gouvernement cingalais prit le pouvoir. Très vite on va voir les premières lois répressives et les premiers actes de violences être perpétrés contre les Tamouls par le gouvernement en place. La date qui marque le début au officiel de la guerre civile au Sri Lanka est le 23 juillet 1983. On a nommé ce mois le «pogrom du juillet noir». L'assassinat de 13 soldats Cingalais par le LTTE (tigres de libération de l'Eelam tamoul), entraîna la mort de 1000 à 3000 Tamouls et des centaines de milliers d'autres durent fuir suite à des émeutes orchestrées par le gouvernement. Le LTTE est une organisation qui lutte pour l'indépendance des Tamouls, en utilisant des méthodes similaires à celle de la guérilla mais aussi des attentats suicide et du terrorisme individuel. Elle est vue par une partie des Tamouls comme la seule organisation qui leur permette de se défendre contre la répression du gouvernement Sri Lankais. Ce dernier utilise le LTTE pour justifier le massacre de Tamouls et la répression contre les journalistes et le mouvement ouvrier et la restriction des libertés démocratiques. Le LTTE n'a

jamais eu un programme qui permettrait de construire une lutte de masse des travailleurs et des pauvres tamouls qui se lieraient avec un même mouvement dans les autres parties de la population (cingalais, tamouls-musulmans) pour en finir avec le capitalisme qui est en fait la vraie source de l'oppression nationale.

Les impérialistes seuls gagnants

En novembre 2005, suite aux élections présidentielles, Rajapakse est élu. Son parti, le SLFP avait fait sa campagne électorale en argumentant pour une reprise de la guerre, et en faisant alliance avec le JVP, une ancienne organisation maoïste extrêmement raciste et violente, et avec les moines nationalistes bouddhistes (JHU). Ses déclarations avaient valu le surnom de «candidat de la guerre». Il va très vite augmenter l'offensive contre le LTTE, ne se souciant pas des civils qui y perdent la vie et va réprimer la liberté de la presse. Selon Amnesty International plus de 10 employés des médias ont été assassinés depuis 2006. Aujourd'hui la situation au Sri Lanka est plus que critique. Voilà maintenant plusieurs mois que le LTTE et l'armée gouvernementale s'affrontent dans la jungle de Mullaitivu. Les dernières forces des Tigres sont enserrées dans une zone de 4 km2 (au moment où nous écrivons) et dans laquelle plus de 20 000 civils Tamouls sont prisonniers. L'armée a fait usage régulièrement d'armes très lourdes, plus de 6500 civils sont morts, 14000 sont gravement blessés. Les civils qui ont pu échapper à la zone de combat sont parqués dans des camps sans qu'aucune organisation ne soit autorisée à les visi-

ter ou à les aider, le pire est à craindre.

Le gouvernement a déclaré dès le début de l'offensive que ce n'était qu'une question de temps et que la guerre civile serait réglée avec la fin de cette bataille. Malgré cette déclaration cela fait plusieurs mois que cet assaut dure. Et même lorsque qu'il sera terminé, le LTTE n'aura toujours pas disparu et la question nationale tamoule ne sera pas réglée. Le conflit prendra d'autres formes et les tigres bénéficieront encore d'un important soutien.

La réponse des gouvernements au niveau international est très faible face au massacre qui est en train de se produire. En effet, cette situation profite aux puissances impérialistes et elles n'ont aucun intérêt à intervenir. Surtout que ce sont ces mêmes puissances qui sont les responsables de cette situation en soutenant le gouvernement Sri Lankais. La guerre civile au Sri Lanka et le gouvernement dictatorial de Rajapakse leur permet d'avoir de nombreux avantages économiques. Lors de la colonisation les élites tamoules étaient clairement favorisées par les puissances coloniales, aujourd'hui les Tamouls sont pointés du doigt et stigmatisés, tout Tamoul est suspecté d'être membre du LTTE. Cette organisation a même été classée par l'ONU comme terroriste. La situation au Sri Lanka est similaire à celle qu'on a pu observé au Rwanda où la division ethnique faite par la colonisation belge avait conduit au massacre de l'ethnie Tutsi.

On a donc du mal à croire à la soi-disant impuissance des gouvernements bourgeois et à leur mascarade lorsqu'ils

appellent le gouvernement Sri Lankais à accepter les aides humanitaires dans la zone de conflit. «Nos» gouvernements préfèrent sacrifier des milliers de vie au profit d'intérêts économiques. D'ailleurs une manifestation tamoule a été réprimée le 20 avril à Paris et 210 manifestants avaient été arrêtés ! Si les puissances impérialistes laissent faire en toute impunité, les Tamouls exilés, eux, se mobilisent. Partout dans le monde des manifestations sont organisées. En France de grandes manifestations ont eu lieu (25 avril, 1er mai) et chaque soir à Paris les Tamouls défilent et certains d'entre eux sont en grève de la faim. La Gauche révolutionnaire ainsi que ses sections sœur du CIO se mobilisent, participent aux mobilisations aux côtés et mènent une campagne internationale (Stop au massacre des tamouls !) contre la politique raciste de Rajapakse.

Seul le socialisme peut amener une solution

Il faut une mobilisation de masse des Sri Lankais aussi bien Tamoul que Cingalais pour faire cesser le massacre car tous les travailleurs subissent les conséquences de cette guerre. Il y a fort à craindre que le gouvernement Rajapakse et les partis racistes qui le soutiennent vont déclencher une vague répressive terrible lorsque les combats de Mullaitivu cesseront. Toute personne qui s'oppose aux mesures du gouverne-



Civils fuyant par milliers la zone des combats et les bombardements aveugles de l'armée sri lankaise.

ment sera présentée comme un ennemi. La guerre civile sert de justification au régime dictatorial de Rajapakse et à sa politique néo-libérale.

Le Parti Socialiste Uni (USP, section sri lankaise du Comité pour une Internationale Ouvrière dont la gauche révolutionnaire est la section française) est au premier rang des protestations et des campagnes contre la guerre, pour la liberté de la presse, pour le droit à l'autodétermination des Tamouls et pour la fin du régime cingalais chauvin et dictatorial actuel. L'USP a de façon constante mené campagne pour une lutte unifiée des travailleurs et des pauvres cinghalais et tamouls contre l'impérialisme et le capitalisme, avec des politiques vraiment socialistes qui permettraient réellement de faire vivre ensemble toutes les populations, et de satisfaire les besoins de tous au lieu de laisser l'économie au main d'une poignée de parasites au service de l'impérialisme. L'USP édite le seul journal bilingue de toute l'île, et a initié une coalition démocratique rassemblant tous les partis et organisations opposés à la guerre. Mais les vies et la liberté des membres et défenseurs du Parti Socialiste Uni sont actuellement en grand danger. Toute aide financière et aide pour leur défense ainsi que leurs campagnes est la bienvenue. Des donations peuvent être faites pour aider à mener campagne au Sri Lanka. Et nous appelons le maximum de personnes, et notamment toutes les organisations du mouvement ouvrier, qui sont bien peu présentes, à participer aux manifestations de soutien au peuple tamoul et à refuser ce massacre.

Cassandra Desannau

Guadeloupe

Après 44 jours de grève générale, rien ne sera plus comme avant

«**A**yen péké kon avan » (en créole : rien ne sera plus comme avant) c'est le slogan qui figure sur le dernier T-shirt du LKP. Les répliques du tremblement de terre LKP continuent de se faire sentir. C'est tout un peuple qui s'est levé pour dire stop : stop à l'exploitation, stop à l'attitude coloniale de l'Etat, stop à la négation de la culture antillaise.

Le mouvement de grève générale a surpris par son ampleur et sa combativité et a ébranlé les certitudes des classes dirigeantes. Il a aussi secoué les principaux partis politiques. La campagne de dénigrement du LKP et de son porte parole Elie Domota en Guadeloupe comme en Métropole montre la crainte qu'ont les classes dirigeantes et les partis à son service de voir la classe ouvrière se lever et entraîner avec elle tout le peuple.

L'Etat confirme son attitude coloniale envers les DOM

Les « Etats Généraux de l'Outre mer », lancés en grande pompe (de la France...) sont le moyen qu'essaye d'utiliser l'Etat français pour reprendre la main après la claque de la grève générale. Pour ce faire il s'appuie sur le patronat local et en particulier le MEDEF (voir article page 3). Le soit disant « retour à la normale » prôné par Jégo, Alliot Marie et Fillon consiste bien à faire payer aux travailleurs l'audace qu'ils ont eu de remettre en cause l'ordre établi du modèle économique antillais hérité de l'économie de plantation issue de l'esclavage. Il y a depuis la signature de l'accord Bino toute une campagne appuyée par les parties les plus réactionnaires du patronat et bien relayée par les médias à leur service. L'exemple du secteur hôte-

lier est parlant. Les 3 principaux hôtels de la Grande Terre (partie Est de l'île), Pierre et Vacances, Manganao, et Créole Beach ont décidé de ne pas rouvrir et ont mis les salariés en chômage technique, en attendant la probable liquidation à la fin de la période légale de 45 jours.

Avec les Etats Généraux, qui étaient d'ailleurs déjà prévus avant même la grève, le gouvernement veut imposer sa Loi de développement économique de l'Outre Mer (LODEOM). Il s'agit en fait d'un vaste plan de défiscalisations, de baisses de cotisations sociales et de renforcement des zones franches et des secteurs dominés par les anciens propriétaires de plantations, les békés : tourisme, distribution, transport, agro-alimentaire, nouvelles technologies... En clair, encore un plan de plus pour sauvegarder les intérêts du patronat et de la bourgeoisie, donc de l'Etat français. Pour les capitalistes français, les DOM ne sont que des marchés pour écouler leurs marchandises, des petits paradis fiscaux et des points géostratégiques pour ancrer l'influence économique et politique de la France. Les travailleurs et les peuples n'ont rien à gagner à participer à cette mascarade. D'ailleurs les premières réunions publiques ont été des échecs, la droite a eu beau mobiliser toutes ses forces, la population ne s'est pas laissée prendre.

La question de l'autonomie et de l'indépendance

En revanche, certaines organisations politiques s'y sont engouffrées. C'est le cas du PS et du PCG en particulier. Durant tout le mouvement ces organisations ont balancé entre le soutien au mouvement (du bout des lèvres pour le PS) et la tentati-

ve désespérée de récupérer le mécontentement populaire à des fins politiciennes. Ces 2 partis se sont engouffrés dans le débat sur l'autonomie, espérant ainsi grappiller encore plus de subsides et renforcer leur pouvoir sur place. Le PCG a sorti un appel de « lyannaj pou decolonisé pay la » (union pour décoloniser le pays) avec une position nationaliste. Son secrétaire général déclarait sur RFO le 30 avril qu'il faut soutenir le développement d'un capitalisme guadeloupéen face au capitalisme étranger qui étouffe la Guadeloupe ! C'est à dire remplacer les exploités actuels par... d'autres exploités mais locaux !

De leur côté, les organisations indépendantistes, dévient elles aussi le débat politique sur la question de l'indépendance mais en s'éloignant de plus en plus d'une position de classe. Dans l'hôtellerie par exemple la position de Charly Lendo (secrétaire général adjoint de l'UGTG et membre du parti Travayè et Pèyizan proche du POI en France) est de dire qu'il faut privilégier « un tourisme de grand standing pour pouvoir faire rentrer de l'argent dans le pays et développer une économie guadeloupéenne intégrée dans le tissu caribéen ». Pourtant, n'est-ce pas le capitalisme qui structure le « tissu caribéen ». L'objectif selon lui est de «mettre la lutte des classes au service de l'indépendance nationale du pays Guadeloupe» mais il admet cependant que la lutte des classes devra continuer même après l'indépendance. Les travailleurs devront-ils mettre de côté la lutte contre l'exploitation capitaliste et mettre la question de l'indépendance avant ? C'est le danger d'une telle position qui peut amener les travailleurs à ne faire qu'aider à se mettre en place une nouvelle classe

capitaliste. La lutte pour la libération nationale n'est réalisable qu'en se menant en même temps que la lutte pour le socialisme.

Les travailleurs ne sont pas dupes

Bien loin de ces considérations, les travailleurs guadeloupéens ne posent pas la question de l'indépendance ou de l'autonomie à une échelle de masse. La question qui est sous tendue par le mouvement de grève générale est bien celle d'en finir avec l'exploitation et avec la domination de la classe capitaliste. Mais il n'y a pas aujourd'hui de parti ouvrier de masse aux Antilles, ni en France, qui défende une réelle alternative pour virer les békés là bas, et les capitalistes en général et permettre aux travailleurs de prendre le contrôle de l'économie pour satisfaire les besoins de tous. Cela ne sera possible qu'avec l'expropriation des « profiteurs » qu'ils soient békés, guadeloupéens noirs, ou autres. Cela passera par un lien fort avec le mouvement ouvrier français pour lutter contre la collusion de l'Etat français avec les capitalistes dans les DOM et dans l'hexagone. Et cela passera aussi par une lutte commune avec les peuples de la Caraïbe en vue d'une libre association dans le cadre d'une fédération socialiste de la Caraïbe, qui permettra réellement un développement économique et démocratique pour toute la région. C'est le rôle des révolutionnaires de défendre ce programme aux Antilles comme en France.

Virginie Prégny

Mayotte : référendum sur la « départementalisation »
Une situation complexe

Annexée au 19ème siècle par la France, l'île de Mayotte et l'archipel des Comores dont elle fait partie ont eu à subir pendant un siècle et demi les manœuvres de l'impérialisme de l'Etat français. Idéalement située dans le détroit du Mozambique, l'île de Mayotte offre une possibilité de contrôle sur le passage des bateaux marchands ou militaires. L'Etat français a donc, depuis des dizaines d'années, multiplié les manœuvres pour conserver une position dans cette partie du monde. Le 29 mars dernier, l'ultime péripétie aura été l'organisation d'un pseudo-référendum pour que Mayotte devienne le 101ème département français.

Le poids du colonialisme français

Déjà, entre 1974 et 1976, des référendums sur l'indépendance avaient abouti à un vote des mahorais (les habitants de Mayotte) pour rester un Territoire d'Outre Mer. Dans le même temps, les trois autres îles, Grande Comore, Anjouan et Mohéli, avaient voté pour l'indépendance.

Celle-ci n'est restée que juridique. Dans la réalité, notamment grâce au mercenaire français Bob Denard et en lien avec les services secrets français, les coups d'état se sont succédé pour éviter d'avoir un régime trop stable et qui s'émanciperait trop de l'impérialisme.

Quant aux classes dirigeantes et à la bourgeoisie comoriennes, elles ont, à l'image de ce qui existe dans les pays de l'Afrique continentale, passé leur temps à se servir dans les caisses, à user de corruption, sans avoir de véritable programme de développement économique et social pour les îles.

Tout comme les événements de la très proche Madagascar le

montrent, les peuples de la région sont soumis aux manœuvres de divers impérialismes et à la corruption des classes dirigeantes.

Du droit à l'autodétermination

Le « referendum » de 2009 (officiellement un vote consultatif) aura vu une participation à 65% et un vote à plus de 95% pour la départementalisation. Cela est-il étonnant ? Certains avancent que la transformation en département permettant l'accès à de nouveaux droits (RMI notamment), cela a motivé une partie du vote oui. Tout comme la situation économique et la comparaison avec la situation sociale désastreuse des pays environnants.

Il y a également eu une campagne quasi unanime des partis mahorais (y compris le Parti communiste renoué de Mayotte, qui se déclare proche du NPA) pour le oui, au sein d'une bien étrange coalition et avec l'édition de matériel officiel gratuit et à fort tirage.

Néanmoins, il ne faut pas sous estimer un autre facteur très important. La seule alternative à n'être ni un TOM ni un DOM, c'est de se retrouver devant la possibilité de réintégrer l'Union des Comores. Or, d'une part cet état est assez artificiel, d'autre part, il est sans cesse traversé de conflits entre les classes dirigeantes des différentes îles. Une vision trop simpliste de la région conduit à croire que les Comores sont un ensemble assez homogène et que « naturellement » Mayotte étant dans les Comores, elle devrait être intégrée à l'Union des Comores.

Les Comores sont une mosaïque de peuples : malgache, indiens, divers peuples d'Afrique et du Golfe persique... Il serait donc vain de trouver une « nation » comorienne au sens européen du terme. Et

il serait encore plus vain de plaquer sur Mayotte un schéma imposant de l'extérieur un mot d'ordre d'indépendance qui ne signifierait qu'un rattachement de force à l'Union des Comores. Etre réellement pour le droit à l'autodétermination, c'est avant tout avoir la compréhension que les peuples doivent pouvoir choisir librement de s'associer ou de se séparer, et que les marxistes sont au premier rang du combat pour l'intégralité de ce droit.

Le chemin pour une véritable libération nationale

Nous devons en même temps sans cesse montrer qu'aucune aspiration nationale, aucune libération de l'impérialisme ne sera possible sans le socialisme. La lutte pour la libération nationale, la satisfaction des aspirations nationales, est également une lutte économique et sociale et y est liée. L'exemple de la Guadeloupe montre que les travailleurs de certains pays peuvent aussi mettre complètement de côté la question de l'indépendance quand celle-ci peut être un obstacle à la lutte contre la bourgeoisie impérialiste ou autochtone.

Il est sûr que les travailleurs et les masses pauvres de Mayotte vont devoir lutter pour réellement obtenir les mêmes acquis sociaux que les travailleurs en France, tout en étant confrontés comme dans les autres DOM à l'attitude coloniale de l'Etat français. Il sera de la tâche des révolutionnaires socialistes d'apporter tout le soutien à de telles luttes, tout en réaffirmant le droit à l'autodétermination et la nécessité du socialisme comme étant le seul système qui permettra une vraie relation égalitaire et démocratique entre les pays.

AR

La lutte des travailleurs de Visteon en Grande Bretagne

Les dirigeants de la compagnie équipementier automobile Visteon ont cru qu'ils pourraient annoncer la fermeture de «leurs» usines en Angleterre, jetant du même coup des centaines de travailleurs à la rue, en ne leur offrant que de maigres «compensations». C'était sans compter avec la combativité des travailleurs, qui ont mené une lutte exemplaire, soutenue largement par le reste de la classe ouvrière.

L'accord qui a finalement été adopté a vu des avancées considérables par rapport à ce qui avait été présenté en premier lieu. Une pression de masse a forcé les patrons à céder des conditions de licenciement beaucoup plus avantageuses qu'à l'origine. Malheureusement, les usines n'ont pas pu être sauvées. Si la revendication des travailleurs avait été une nationalisation, avec une sauvegarde par une production alternative, elle aurait peut-être pu l'être. Au lieu de cela, beaucoup de ces travailleurs vont se retrouver forcés de participer à l'augmentation

massive du chômage en Angleterre, qui pourrait atteindre 3 voire 3,6 millions de personnes à la fin de l'année. Certains pourront retrouver du travail, même si pour beaucoup c'est une perspective éloignée. Dans tous les cas, il est fort probable qu'ils seront beaucoup moins payés.

Les leçons d'une grève courageuse

La leçon que l'on doit tirer de cette grève est que les travailleurs de Visteon n'auraient pas pu obtenir d'avancée sans une action de classe déterminée, avec des occupations d'usine (notamment à Enfield et Basildon), ou encore des conflits ouverts dans le cas de Belfast. De plus, des initiatives comme les occupations d'usine ne sont pas venues des dirigeants syndicaux, mais bien des travailleurs eux-mêmes ; qui ont du même coup installé une sorte de repère pour des luttes similaires en Angleterre. Là-bas, on dit qu'ils ont «appris à parler fran-

çais», en s'inspirant des méthodes de lutte et de la combativité qu'on observe ici. Cette victoire peut servir d'exemple dans la lutte contre les licenciements qui se profilent, avec comme revendications l'opposition à tous les licenciements et la défense de chaque poste, notamment dans la jeunesse. Mais fondamentalement, les luttes, défensives et offensives, qui auront lieu dans la période qui vient, doivent être liées à la lutte pour un changement socialiste dans la société, pour remplacer la dictature des patrons par une économie socialiste planifiée démocratiquement.

Cécile Rimboud,

La lutte des travailleurs de Visteon a eu lieu dos au mur, face à une décision brutale des patrons de fermer toutes les usines en Angleterre et en Irlande du Nord.



OFFENSIVE

Page des militants jeunes de la Gauche révolutionnaire
“La jeunesse est la flamme de la révolution” (Karl Liebknecht)

L'ÉGALITÉ n°137 mai - juin 2009

Ne nous laissons pas diviser !

La crise actuelle du capitalisme frappe de plein fouet les travailleurs et les jeunes partout dans le monde. Alors que le système économique s'écroule comme un château de cartes, les classes dirigeantes des différents pays n'ont qu'un seul objectif, celui de sauver leurs profits.

Pour cela, elles n'hésitent pas à s'attaquer violemment aux travailleurs et aux jeunes : licenciements massifs, casse des services publics, suppressions de postes dans l'éducation, privatisation des universités... Chaque jour, nos conditions de travail et de vie se détériorent un peu plus.

Dans ce contexte, une des stratégies des capitalistes est d'opposer les différentes populations de travailleurs pour mieux continuer à les exploiter toutes. Ils s'appuient sur le racisme pour tenter d'éviter que des luttes massives se développent et appliquent la vieille recette du diviser pour mieux régner.

En ces temps de crise, où le chômage monte en flèche, les travailleurs immigrés sont les premiers à subir les attaques des patrons. Sans cesse discriminés, mal payés, menacés de licenciements et souvent d'expulsion, ils sont mis sous pression en permanence. De ce fait, il leur est plus difficile de s'organiser, de lutter contre leur patron, de se mettre en grève.

En France aussi, le gouvernement de Sarkozy et les capitalistes engendrent toujours un climat raciste. Les capitalistes se servent des sans papiers pour les exploiter à des coûts minimum mais ils s'empressent de les renvoyer dans leurs pays d'origine quand ils ne sont plus «utiles». Ils opposent les différents droits des travailleurs immigrés aux travailleurs locaux pour éviter des mouvements de solidarités et pour mieux exploiter ainsi les deux. En avril 2008, des grèves des sans papiers se sont formés avec le soutien de la Cgt dans les chaînes de restaurant «Chez Papa» avec le risque pour les grévistes d'être expulsés.

Le patronat fait de la discrimination à l'embauche purement raciste et l'Etat n'y change véritablement rien! En 2004, sur des emplois de commerciaux, un candidat maghrébin avait 5 fois moins de réponses positives qu'un candidat «français de souche».

L'état divise les travailleurs en affirmant qu'ils n'ont pas les mêmes intérêts pour éviter une contestation unie et de masse des travailleurs.

Profitant de la dégradation des conditions sociales et de l'appauvrissement grandissant de la population, certaines organisations d'extrême droite refont surface en Europe, s'appuyant sur les discours racistes des diffé-

rents gouvernements.

En Suède par exemple, nos camarades se sont fait plusieurs fois violemment agressés par militants d'extrême droite.

Face à la crise du capitalisme, les travailleurs vont devoir rester unis. L'Etat se sert de la crise pour continuer ses attaques, les immigrés vont être accusés par l'extrême droite de voler le travail alors que se sont les capitalistes qui licencient pour garder leurs profits.

Pour lutter contre le racisme, il faut renverser le capitalisme et sa loi du profit. Les travailleurs de tous les pays n'ont pas d'intérêts distincts. Ce sont les capitalistes et les Etats qui les mettent en opposition pour mieux exploiter tout le monde. Il faut des gouvernements démocratiques des travailleurs avec un programme socialiste, qui agissent dans l'intérêt de toute la population et non plus pour les profits d'une minorité.

Les lycéens de la gauche révolutionnaire luttent:

contre le racisme

pour les mêmes droits à l'embauche contre le capitalisme

pour une société socialiste débarrassée de la loi du profit et pour le bien de tous



Loi “anti-bande” : de plus en plus de répression et de moins en moins de droits pour les jeunes !

L'instauration d'une peine de trois ans de prison et de 45000 euros d'amende pour appartenance à une bande violente, voulue par Nicolas Sarkozy sera bientôt mise en place.

"Je suis résolu à ne pas laisser le dernier mot à ces délinquants", a-t-il dit, retrouvant ses accents de ministre de l'Intérieur de 2002. "Puisqu'ils profitent d'une carence de la loi, j'ai demandé au garde des Sceaux de la changer".

Pour être réprimé de cette peine ; il suffira pour cela, de «faire partie, en connaissance de cause, d'un groupement, même formé de façon temporaire, qui poursuit le but, caractérisé par un ou plusieurs faits matériels, de commettre des violences volontaires contre les personnes ou des destructions ou dégradations de biens». Cette loi pourra donc servir à réprimer les mouvements dans la jeunesse notamment sur les lycées. Les lycéens font déjà face aux CRS sur les blocages ou même dans les lycées avec les récents incidents lorsque la police circule avec les chiens dans les classes sous prétexte du dépistage des drogues. Il sera facile de présenter les bloqueurs en lutte comme des bandes organisées et provisoires qui portent atteinte aux biens et aux personnes à la moindre altercation. Ce sont plus généralement les mouvements de résistance dans tous les secteurs qui sont remis en cause par ce type de loi ; le gouvernement considère déjà les grévistes comme des terroristes lorsqu'ils séquestrent leurs patrons.

A cela s'ajoute la stigmatisation de la jeunesse comme violente pour l'isoler du reste de la société et en particulier en ce qui concerne les jeunes des quartiers populaires. Cette loi, comme les précédentes (construction des prisons pour jeunes etc) met au même plan les jeunes adolescents et les adultes.

Organisons-nous et luttons contre ces lois sécuritaires et pour plus de droits démocratiques des jeunes. Pour le droit de vote à 16 ans ! Liberté de se réunir partout y compris dans les établissements scolaires ! Non à la répression de nos mouvements et à la criminalisation de la jeunesse !

Aujourd'hui, comme les adultes, nous avons le droit de travailler, d'étudier (enfin seulement si on peut payer), et d'aller en prison. Mais du côté des droits démocratiques, censés nous accorder un peu de liberté, les nôtres sont bien plus réduits.

Les députés ont par exemple voté le 1er mars, l'interdiction de la vente d'alcool et de tabac aux moins de 18 ans d'après un projet de loi de Roselyne Bachelot.

Le droit de grève reste réservé aux adultes ainsi que le droit de vote. A seize ans de nombreux lycéens ont une opinion politique. Pas besoin d'avoir 30 ans pour se rendre compte que les mesures du gouvernement et des patrons nuisent à notre éducation et à nos conditions de vie en général. Les médias répètent en permanence que les jeunes sont incapables de gérer l'alcool, tant ils sont irresponsables. Lorsqu'il s'agit de nous envoyer en prison ils oublient vite notre inexpérience. Aujourd'hui un jeune de 16 ans est traité de la même manière que n'importe quel travailleur par le gouvernement, il devrait donc avoir les mêmes droits... Tout en faisant passer son projet, la Ministre de la Santé soutient un amendement UMP autorisant la publicité pour l'alcool sur Internet, marché qui manquait encore aux grands industriels de l'alcool. Cet exemple illustre bien l'attitude du gouvernement qui, faisant mine de se préoccuper de la santé des jeunes, les étouffe encore un peu plus tout en permettant aux patrons d'augmenter leurs profits.

Tous ensemble contre le racisme et le capitalisme

ABONNEZ-VOUS

☐ je souhaite m'abonner au journal L'Egalité (10 numéros = 12 euros, étranger et abonnement de soutien = 20 euros, chèque à l'ordre des “Amis de L'Egalité”)

Nom : Prénom :

Adresse :

à retourner à :

**Les amis de l'Egalité, 82, rue Jeanne d'Arc
centre 166, 76000 Rouen**

Sur le net :

www.gr-socialisme.org

Comité pour une
Internationale ouvrière
<http://www.socialistworld.net>

